



Ontario

Deposit Insurance
Corporation of Ontario

Société ontarienne
d'assurance-dépôts

RAPPORT ANNUEL

2012



Table des matières

Mission, vision, valeurs, personnel de la SOAD	1	Société ontarienne d'assurance-dépôts 4711, rue Yonge, bureau 700 Toronto (Ontario) M2N 6K8 Tél. : 416 325-9444 1 800 268-6653 sans frais Télécopieur : 416 325-9722 Site Web : www.soad.com Courriel : info@soad.com
Gouvernance de la Société	2	
Rapport de l'ombudsman	3	
Conseil d'administration de la SOAD	4	
Sous-comités du conseil	6	
Modèle de fonctionnement de la SOAD pour 2013	7	
Message du président du conseil	8	
Message du chef de la direction	10	
Commentaires et analyse de la direction	13	
• Aperçu du secteur	13	
• Examen des résultats financiers	17	
• Plan stratégique de la SOAD de 2013 à 2015	22	
• Gestion des risques de la SOAD	23	
• Aperçu de la fiche de rendement équilibré 2012-2015	24	
Responsabilité de la direction	27	
Rapport des auditeurs indépendants	28	
Etat de la situation financière	29	
Etat des résultats et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts	30	
Etat du résultat global	31	
Etat de l'évolution des capitaux propres	32	
Tableau des flux de trésorerie	33	
Notes afférentes aux états financiers	34	
Liste des établissements assurés	47	

Publications disponibles sur le site Web de la SOAD

La SOAD a publié un grand nombre de documents d'orientation et des outils pour aider les établissements à améliorer leurs exploitation et gouvernance. La SOAD publie également des informations pour le grand public sur l'assurance-dépôts.

Principaux domaines couverts par les publications de la SOAD	Publications régulières de la SOAD	Nouvelles publications disponibles en 2012
<ul style="list-style-type: none"> - Suffisance du capital et gestion du capital - Assurance-dépôts (niveaux et couverture) - Gestion du risque d'entreprise (GRE) - Examens des établissements assurés - Gestion financière et risques financiers - Gouvernance - Normes internationales d'information financière (IFRS) - Prêts - Informations sur le rendement financier et opérationnel du secteur et mises à jour - Tendances sectorielles et de l'industrie et préoccupations 	<ul style="list-style-type: none"> - Règlements administratifs de la SOAD - Notes d'orientation - Guides d'application - Meilleures pratiques commerciales et financières - Outils <ul style="list-style-type: none"> o Guides de travail o Guides (Guide de l'administrateur; Guide du Comité de vérification) o Manuels - Mises à jour concernant le secteur et statistiques de rendement financier (Aperçu du secteur) - Avis de la SOAD et Avis au secteur - Brochure sur l'assurance-dépôts (« Vos dépôts sont protégés ») - Rapport annuel de la SOAD - SOAD Info (bulletin d'information) 	<ul style="list-style-type: none"> - Lignes directrices sur la suffisance du capital - Formation et qualités requises des administrateurs <ul style="list-style-type: none"> o Notes d'orientation pour établissements de cat. 1 et 2 o Guides d'application pour établissements de cat. 1 et 2 o Outil d'auto-évaluation pour les administrateurs o Guide d'information pour les candidats au poste d'administrateur o Guide d'élaboration des politiques o Avis au secteur – Attentes et méthodologie d'évaluation de la SOAD - Avis de la SOAD <ul style="list-style-type: none"> o Avis relatif au risque de capital – Actions des caisses populaires détenues à titre de sûreté o Avis relatif aux prêts – Pratiques relatives aux prêts hypothécaires et correction potentielle du marché immobilier o Avis sur le risque d'exploitation des entreprises de services monétaires – Prestation de services bancaires aux entreprises de services monétaires



Imprimé sur du papier recyclé

Mission	Protéger les déposants et contribuer à la stabilité du secteur ontarien des caisses populaires et credit unions.
Vision	Nous contribuerons à la solidité, à la stabilité et au succès du secteur ontarien des caisses populaires et credit unions en exerçant efficacement nos fonctions de réglementation de la solvabilité et d'assureur de dépôts.
Valeurs	<p>En remplissant notre mandat et en réalisant notre vision et notre mission, nous appliquerons les valeurs suivantes :</p> <p>EXCELLENCE ET PROFESSIONNALISME. La SOAD aura en permanence un effectif hautement compétent et diversifié qui exercera ses fonctions de manière à promouvoir le professionnalisme et l'excellence.</p> <p>RESPECT ET ÉQUITÉ. Les employés feront preuve de respect et d'équité envers tous. La SOAD agira et appuiera ses employés de manière cohérente et équitable.</p> <p>INTÉGRITÉ ET FIABILITÉ. Les employés s'acquitteront de leurs fonctions et de leurs responsabilités en se conformant à des normes d'éthique de la première rigueur, notamment en respectant le caractère confidentiel de l'information sensible.</p> <p>COMMUNICATIONS ET ESPRIT D'ÉQUIPE. Les employés communiqueront librement et collaboreront entre eux et avec leurs partenaires dans la poursuite du mandat de la SOAD.</p> <p>INTENDANCE FINANCIÈRE. La SOAD se comportera en organisme responsable qui privilégie sans cesse l'efficience et l'efficacité au profit de tous ses intervenants et gère son activité avec un souci d'efficacité et d'économie.</p>

Le personnel de la SOAD

Giovanna Arnold•Vineet Bapat•Adrienne Barber•Robert Blair•Alla Brachman•Kelly Brunn•Rishi Bulsara•John Burgman•Janette Chan•Richard Dale•Sébastien Daniels•Tony D'Errico•Ray Di Lullo•Bob Edmison•Brigitte Elie•Bill Foster•Pierre Jean Gallant•Carmen Gheorghe•Sharon Haslett•Guy Hubert•John Hutton•Entela Josifi•Yasmin Khoja•Steve Kokaliaris•Marg Madari•Mauri Marak•Jim Maxwell•Brian Mullan•Alana McLeary•Grace Medeiros•Niall O'Halloran•Danny Pianezza•Naile Piranaj•Andy Poprawa•Andy Rechtshaffen•Mercedes Ruano•Shivdeep Singh•Roman Sochaniwsky•James Stephenson•Suzanne Tucker•Nelson Verdecia•Joanna Wearing•Grace Wen•Michael White•Winnie Yu.

Gouvernance de la Société

La Société ontarienne d'assurance-dépôts (SOAD) est un organisme de la province de l'Ontario créé en 1977 et exerçant ses activités en vertu de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* (la « Loi »). La Loi définit les objectifs, pouvoirs et fonctions de la SOAD ainsi que les modalités générales de l'assurance-dépôts et d'autres paramètres administratifs. La Société s'acquitte de ses fonctions dans un cadre juridique établi par la Loi, la Directive du Conseil de gestion du gouvernement sur l'établissement d'organismes et leur responsabilité ainsi que d'autres lois en la matière. En dernier ressort, elle est tenue de rendre compte de sa gestion à l'Assemblée législative par l'intermédiaire du ministre des Finances.

La Loi exige que le conseil d'administration de la SOAD « gère les affaires de la Société ou en surveille la gestion... ». Le conseil d'administration peut comprendre jusqu'à neuf personnes, toutes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour des périodes variables habituellement limitées à trois ans.

La SOAD suit un processus de nomination tout à fait vigoureux afin d'être certaine de recruter les personnes les plus qualifiées pour son conseil. Parmi les critères de nomination des administrateurs figurent les suivants :

- avoir acquis de l'expérience dans l'industrie des services financiers, plus précisément dans les coopératives d'épargne et de crédit;
- comprendre les principes du secteur des caisses populaires et credit unions, sa structure et son mode de fonctionnement;
- avoir siégé à un conseil d'administration, suivi une formation d'administrateur ou acquis de l'expérience dans le milieu des affaires ou le milieu universitaire;
- comprendre les concepts des affaires, l'exploitation d'une entreprise et les rapports financiers;
- savoir bien communiquer;
- faire preuve de pensée stratégique; et
- savoir prendre des décisions et exercer son jugement.

En plus d'une description de poste, la SOAD a élaboré un profil de compétence pour les administrateurs. Elle a aussi établi pour l'ensemble du conseil un profil de représentation par sexe, expérience, compétence et lieu géographique en vue de conserver un bon équilibre entre ces éléments. Un comité du conseil sélectionne et rencontre tous les candidats en puissance avant d'en recommander la nomination au ministre. Généralement, la SOAD lui propose plusieurs candidats par poste. Une fois que le ministre a fait son choix, la recommandation est soumise à l'approbation du Secrétariat des nominations et du Cabinet en vue de la nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil.

La SOAD applique les meilleures pratiques de gouvernance, à savoir :

- un processus officiel d'orientation des administrateurs;
- le perfectionnement permanent des administrateurs et du conseil dans son ensemble;
- la planification de la relève au sein du conseil;
- l'évaluation annuelle du conseil et mutuelle par les pairs avec communication des résultats;
- les séances à huis clos périodiques; et
- une séance de planification stratégique annuelle.

Le conseil se fixe également des objectifs annuels par rapport auxquels il mesure son rendement. Il s'agit, entre autres, de stratégies de gestion des risques et de communication avec les intervenants et les cadres supérieurs ainsi que des rapports et des contrôles de gestion.

La SOAD est membre du Public Enterprise Governance Centre et du Conference Board du Canada et de l'Institut des administrateurs de sociétés et autres, qui fournissent des conseils en matière de gouvernance. La participation de la Société dans les activités de ces entités fournit des enseignements sur les pratiques exemplaires actuelles ou émergentes qui favorisent la poursuite de l'excellence en matière de gouvernance.

Rapport de l'ombudsman



Beryl Roberto
Ombudsman

Le conseil d'administration, la direction et les employés de la SOAD ont accordé leur entière collaboration et leur soutien au Bureau tout au long de l'année.

Le Bureau de l'ombudsman de la Société ontarienne d'assurance-dépôts (SOAD) a pour mandat d'examiner les plaintes qui n'ont pas été réglées dans les secteurs opérationnels et de dégager des conclusions suivant un examen indépendant des faits.

Les plaintes doivent porter sur des litiges de réglementation entre des établissements assurés et la SOAD ou sur des différends entre des déposants ou des emprunteurs d'établissements en liquidation.

Dans le cadre de l'examen des plaintes, l'ombudsman peut formuler des recommandations non exécutoires à la SOAD.

Il faut aussi dire que le Bureau de l'ombudsman ne divulguera pas les renseignements confidentiels qu'il utilise dans le cadre de ses enquêtes.

L'ombudsman relève directement du conseil d'administration et elle est indépendante des programmes opérationnels.

Le site Web de la SOAD www.soad.com renferme des renseignements complets sur le processus de résolution de plainte. Il comprend aussi les formulaires de plainte, les coordonnées des personnes-ressources et la liste des situations où l'ombudsman n'a pas la compétence, notamment les questions portées en audience devant un tribunal, la prise de mesures coercitives requises

par une ordonnance, l'application d'ordonnances d'administration ou de liquidation ou encore les litiges.

En 2012, le Bureau de l'ombudsman a reçu cinq plaintes :

- Quatre plaintes ont été déposées par des sociétaires d'établissements membres :
 - Une d'elles portait sur le service reçu à un établissement et, par conséquent, n'était pas directement reliée aux activités de la SOAD. La question a été immédiatement résolue par l'établissement concerné.
 - Deux sociétaires d'établissements liquidés ont eu recours à l'aide du Bureau au sujet :
 - a) d'une demande de renseignements précis sur un différend impliquant un compte; et
 - b) de la gestion des remboursements d'un prêt. La direction de la SOAD a répondu rapidement aux sociétaires.
 - Dans un autre cas, le Bureau a dû orienter l'auteur de la plainte qui portait sur la non-déclaration de dividendes dans un compte.
- La dernière plainte provenait d'un administrateur d'un établissement assuré sous supervision; elle dépassait le cadre de compétence du Bureau, car il s'agissait de prendre une mesure coercitive pour appliquer une ordonnance émise.

Le conseil d'administration, la direction et les employés de la SOAD ont accordé leur entière collaboration et leur soutien au Bureau tout au long de l'année.

Le tout respectueusement soumis,

Beryl Roberto, *ombudsman*
Tél. : 416-325-9446
C. élec. : ombudsman@soad.com

Conseil d'administration de la SOAD



**Paul Mullins,
B.A., LL.B.,
président du conseil**

Paul Mullins est diplômé de l'École de droit Osgoode Hall et possède son propre cabinet dans le comté de Windsor-Essex depuis 1971. Il a été commissaire au Tribunal fédéral des droits de la personne et a exercé la fonction d'administrateur et/ou de président de la Windsor Homes Coalition, qui fournit des logements à loyers modiques aux familles à faible revenu. Pendant plus de 24 ans, M. Mullins a siégé au conseil d'administration de la United Communities Credit Union (autrefois Woodslee Credit Union) en qualité d'administrateur ou de président. M. Mullins a aussi siégé à plusieurs conseils de groupes communautaires et religieux dans sa ville natale de Woodslee en Ontario. Il a commencé son mandat le 17 juin 2004 et est président du conseil depuis le 4 mai 2011.



Raymond Boucher, B.A.

Raymond Boucher participe au mouvement des caisses populaires depuis plus de 30 ans. Il a été directeur général de la Caisse populaire de Kapuskasing Limitée pendant 20 ans. Il a siégé au conseil de L'Alliance des caisses populaires de l'Ontario pendant plus de 18 ans et il a été président, vice-président et membre du comité de direction. M. Boucher a également pris part aux travaux de divers comités de la SOAD, de la fin des années 1980 jusqu'à 2004. Il a acquis une vaste expérience de la gouvernance et une bonne compréhension des enjeux touchant le réseau des caisses populaires et des credit unions. Il a aussi été membre d'autres organismes communautaires, notamment à titre de président du conseil d'administration des Services de Counselling Hearst Kapuskasing Smooth Rock Falls Counselling Services et de trésorier du corps de cadets de l'armée de Kapuskasing. M. Boucher a commencé son mandat le 12 août 2009, et ce dernier prendra fin le 1^{er} août 2015.



**Don Dalicandro,
ingénieur, MBA, IAS.A**

Don Dalicandro est le chef de la direction d'ASI, une société informatique qui répond aux besoins de la main-d'œuvre mobile d'entreprises nord-américaines Fortune 1000. Il cumule plus de vingt-cinq années d'expérience auprés de moyennes et de grandes entreprises évoluant dans divers secteurs d'activité : finances, fabrication, biens de consommation, pétrole et gaz, service après-vente, construction et location de bureaux commerciaux, vente au détail et services alimentaires. En 2007, M. Dalicandro a obtenu le titre de Chartered Director (administrateur breveté) de The Directors College, Degröote School of Business. Il siège actuellement aux conseils d'administration de DecisionPoint Systems Inc., Joseph Brant Memorial Hospital (vice-président et président du comité de gouvernance), de KARDON, d'ASI et de Burlington Hydro Inc. Par le passé, il a également été le président, secrétaire et coprésident du comité de gouvernance de la FirstOntario Credit Union et un administrateur de ASECO et d'Azertech. M. Dalicandro a commencé son mandat le 23 mars 2011, et ce dernier prendra fin le 23 mars 2014.



**Jane Davis, B. Sc. (spéc.),
MM, IAS.A**

Jane Davis est une professionnelle chevronnée de la gestion des risques et du changement. Elle possède de solides antécédents en gestion du patrimoine, courtage, fonds communs de placement, services-conseils en placements et services bancaires privés. Elle a aussi l'expérience de la vente dans le secteur des services bancaires aux établissements et aux entreprises, et elle comprend bien les défis que pose la gestion opérationnelle. Elle a travaillé dans les domaines de la gestion du patrimoine et de la gestion des risques dans les services bancaires aux entreprises sur la scène internationale. Mme Davis siège à titre d'administratrice indépendante au conseil de quatre entreprises et d'un organisme sans but lucratif depuis qu'elle a obtenu son titre professionnel d'IAS.A au début de 2006. Elle est également membre de cinq comités d'examen des placements du secteur des fonds d'investissement. Mme Davis siège à titre d'administratrice de Growthworks et comme présidente du conseil de Harvest Fund IRC. Mme Davis a commencé son mandat le 12 août 2008, et ce dernier prendra fin le 22 juin 2014.



Gail Di Cintio

Gail Di Cintio est la vice-présidente des opérations de Larus Technologies, une société de génie logiciel basée à Ottawa qui se spécialise en solutions de réseaux de capteurs. Auparavant, elle a occupé le poste de vice-présidente du développement des ressources humaines chez Fujitsu, où elle était responsable des programmes internationaux de développement de carrière, de fidélisation de la main-d'œuvre et de la planification de la relève. Elle a également siégé au conseil d'administration d'Alterna Savings et d'Alterna Bank entre 2003 et 2008, et a agi à titre de présidente du comité sur les ressources humaines. Mme Di Cintio a aussi fait partie du conseil d'administration de L'Hôpital d'Ottawa de 1995 à 2001. Mme Di Cintio a commencé son mandat le 4 mai 2011, et ce dernier prendra fin le 4 mai 2014.



Carol Lemelin, CMA

À titre de chef des finances de la Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent, Carol Lemelin a eu la responsabilité générale des finances, des technologies de l'information et des télécommunications, de la vérification interne, des recettes et des prévisions. M. Lemelin a présidé le conseil d'administration de la Caisse populaire de Cornwall Inc., et a aussi servi le même conseil à divers titres pendant plusieurs années. En 2012, The Directors College lui a délivré l'agrément Audit Committee Certified (A.C.C.). M. Lemelin a commencé son mandat le 20 juin 2007, et ce dernier prendra fin le 23 juin 2013.



Colin Litton,
FCPA, FCA, IAS.A
Vice-président du conseil

Fellow de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et administrateur agréé, Colin Litton est un associé retraité de KPMG, où ses fonctions l'ont appelé à travailler dans les cabinets sud-africain, australien et canadien de l'entreprise. Au cours de sa carrière auprès de KPMG, il a principalement été chargé de fournir des services de vérification et de consultation à des banques, à des régimes de retraite, à des fonds d'investissement et à d'autres entités du secteur des services financiers. Il a aussi présidé le Comité consultatif des vérificateurs du Secteur des institutions de dépôts au Bureau du surintendant des institutions financières Canada jusqu'à ce qu'il cesse d'exercer sa profession au Canada. Il siège actuellement aux conseils de Pacific and Western Group of Companies et de la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études. M. Litton a commencé son mandat le 12 août 2008, et ce dernier prendra fin le 22 juin 2014.



Monique Tremblay,
FICA, FSA, MBA

Monique Tremblay est une actuaria de régimes de retraite possédant une connaissance approfondie du secteur de l'assurance, particulièrement dans les domaines de l'épargne et de la retraite. Elle compte une vaste expérience dans des postes de direction, y compris au chapitre de la reddition de comptes, de la planification stratégique, de la communication, de la production de rapports et de la saine gouvernance. Ses habiletés d'affaires et d'actuariat lui permettent de mesurer et d'évaluer le risque et ses incidences sur la gestion. Mme Tremblay a commencé son mandat le 18 avril 2011, et ce dernier prendra fin le 18 avril 2014.



Patrick Deutscher, observateur,
ministère des Finances

Patrick Deutscher est économiste en chef du gouvernement de l'Ontario et sous-ministre adjoint du Bureau des politiques économiques (BPE) auprès du ministère des Finances. Il a été nommé à ce poste en 2006. Il occupait auparavant celui de directeur à la Direction de l'analyse et des politiques macro-économiques, au BPE. M. Deutscher est entré au Conseil du Trésor de l'Ontario en 1981 où il a travaillé au BPE jusqu'en 1987, auquel moment il a joint le ministère fédéral des Finances pour s'occuper des politiques économiques et fiscales, puis il a réintégré la fonction publique de l'Ontario. Au début de sa carrière d'économiste, il a travaillé à Environnement Canada et à L'Impériale. M. Deutscher est originaire de Saskatchewan. Il a obtenu un doctorat en économie de l'Université de Toronto.

Sous-comités du conseil au 31 décembre 2012

Comité d'audit et des finances

Ce comité appuie le conseil d'administration en analysant les questions liées à l'audit et aux finances et en formulant des recommandations à cet égard et sur d'autres sujets connexes, notamment quant à l'examen des états financiers et des états financiers audités. Le comité supervise également les processus d'audit externes et internes, examine le rapport annuel de la Société et recommande au conseil l'approbation du plan d'affaires et du budget de la Société. Le comité examine également la politique et la stratégie d'investissement de la Société ainsi que diverses stratégies de gestion des risques en lien avec sa sphère de responsabilité.

- Colin Litton, *présidente*
- Carol Lemelin
- Monique Tremblay
- Paul Mullins, *membre d'office*

Comité de la gouvernance et des ressources humaines

Le comité de la gouvernance et des ressources humaines soutient le conseil d'administration en analysant les questions ayant trait à la gouvernance et aux ressources humaines, et en formulant des recommandations à cet égard. Ce comité passe en revue la structure et la composition des comités du conseil, les profils de compétence des membres du conseil ainsi que les politiques relatives aux ressources humaines ayant une incidence sur la gouvernance de la Société. Il analyse également la planification de la relève des dirigeants de la Société et les politiques relatives à la rémunération et aux régimes de retraite de la Société, tout en supervisant les relations avec les intervenants et les stratégies de communication de la Société.

- Gail Di Cintio, *présidente*
- Raymond Boucher
- Paul Mullins, *membre d'office*

Comité de surveillance du risque

Le comité de surveillance du risque appuie le conseil d'administration en étudiant et exerçant les fonctions et obligations relatives à l'assurance-dépôts et aux questions de réglementation, et en formulant des recommandations à ce sujet. Ce comité exerce un suivi des politiques relatives au risque, et étudie et autorise l'exercice des pouvoirs de la Société. De plus, il surveille le fonds de réserve d'assurance-dépôts et les hypothèses du modèle, assure le suivi des procédures judiciaires et approuve les demandes d'aide financière des établissements assurés.

- Jane Davis, *présidente*
- Don Dalicandro
- Paul Mullins, *membre d'office*

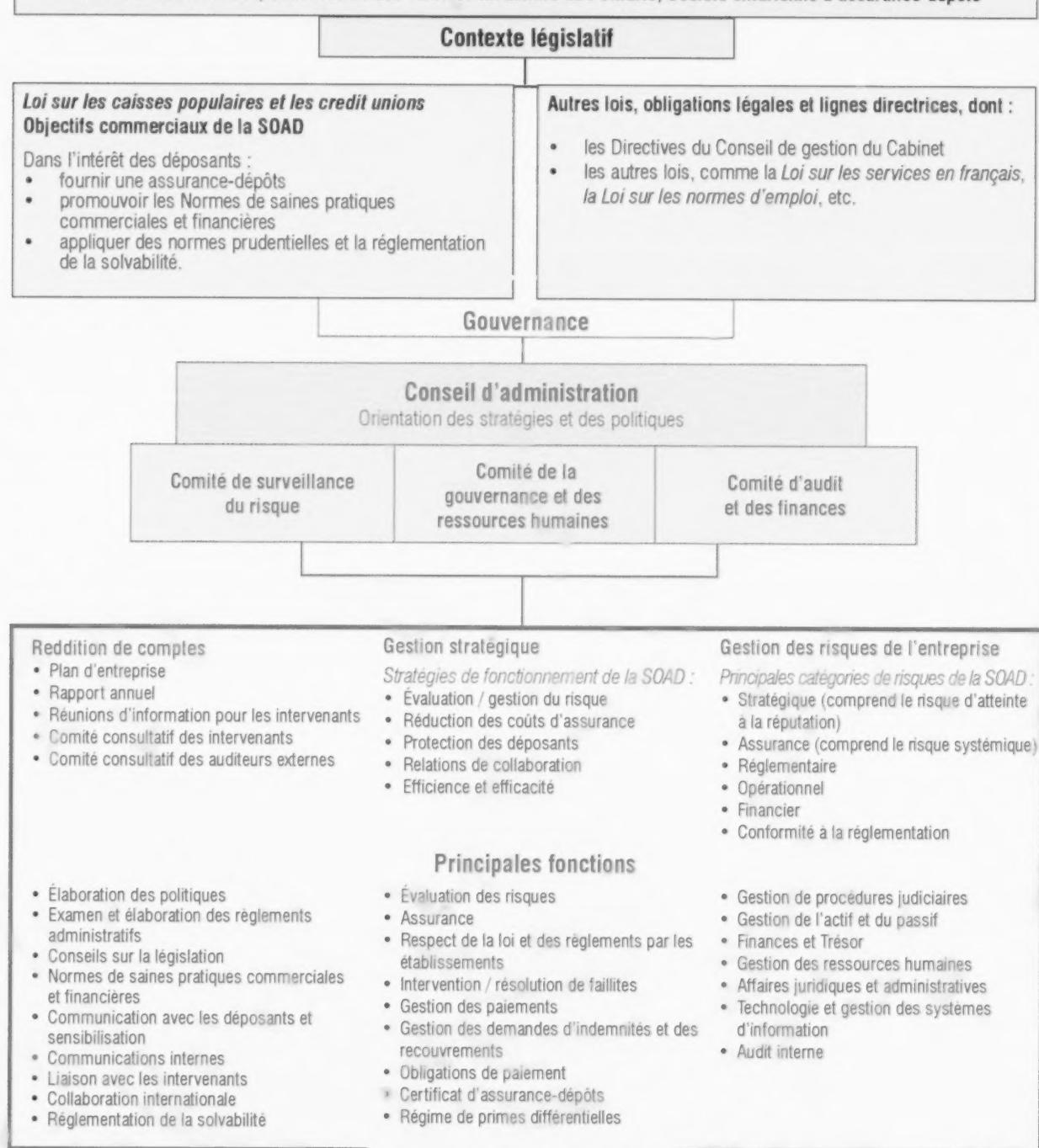
RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOAD EN 2012

	Conseil de la SOAD	Comité d'audit et des finances	Comité de la gouvernance et des ressources humaines	Comité de surveillance du risque
Nombre de réunions	6	5	4	4
Nombre total de membres	8	4	3	3
Participation totale attendue des administrateurs	48	20	12	12
Participation totale réelle des administrateurs	46	20	12	11
Taux de participation des administrateurs	96 %	100 %	100 %	91,7 %

Modèle de fonctionnement de la SOAD pour 2013

La SOAD a élaboré un modèle de fonctionnement qui résume sa manière de mener ses affaires, compte tenu de ses obligations légales et du contexte général dans lequel elle opère. Ce modèle s'inspire de la position que la SOAD occupe dans le filet de sécurité financier de l'Ontario et du mandat qui lui a été confié aux termes de la Loi. Les activités de la direction et du conseil d'administration de la SOAD tombent dans la catégorie générale de gouvernance, ce qui fait ressortir l'importance de la gestion stratégique et de la gestion des risques de l'entreprise. Le modèle souligne aussi l'importance de la responsabilité et de la reddition de comptes et les fonctions essentielles que doit assumer la Société dans l'accomplissement de son mandat.

Le système de réglementation et de surveillance des établissements financiers de l'Ontario Ministère des Finances, Commission des services financiers de l'Ontario, Société ontarienne d'assurance-dépôts



Message du président du conseil : Contribuer à bâtir un secteur viable



Paul Mullins
Président du conseil
d'administration

Pour assurer leur viabilité et durabilité, les caisses populaires et credit unions de l'Ontario doivent se rallier aux changements du marché, et ce, en concevant et en mettant en œuvre avec discipline et rigueur des plans stratégiques et opérationnels fondés sur les risques.

Au nom du conseil d'administration, j'ai le plaisir de présenter notre rapport annuel au gouvernement et aux autres intervenants. La Société ontarienne d'assurance-dépôts, une entreprise opérationnelle du gouvernement de l'Ontario, a pour mandat de protéger les déposants contre les pertes de fonds placés dans des caisses populaires et credit unions de l'Ontario, et de jouer un rôle de surveillance prudentielle et de réglementation de la solvabilité au sein du secteur. Je suis heureux de vous annoncer que la SOAD a respecté son principal mandat au cours de la dernière année. En effet, jamais un déposant n'a perdu de dépôts confiés à une caisse populaire ou credit union de l'Ontario.

Bilan de l'année

Malgré l'incertitude économique qui a subsisté au cours de la dernière année, les déposants ont continué de manifester une confiance absolue dans les caisses populaires et credit unions de l'Ontario. En 2012, le secteur a connu une croissance solide sur le plan des dépôts et des prêts. Il a cependant perdu du terrain en matière de rentabilité étant donné la faiblesse persistante des taux d'intérêt. Les établissements ont atténué l'incidence de cette conjoncture difficile en gérant prudemment leurs dépenses tout en étant à la recherche de nouvelles sources de revenus. La SOAD joue un rôle central dans la promotion de la confiance envers les caisses populaires et credit unions et la stabilité des établissements, en veillant au respect de normes élevées au chapitre de la gouvernance, des niveaux de capital et de la gestion des risques.

Le fonds de réserve d'assurance-dépôts (« FRAD ») de la SOAD, soit le fonds qui protège les déposants contre les pertes, poursuit sa croissance. À la fin de l'exercice, il atteignait 147,5 millions de dollars (64 points de base des dépôts assurés). La contribution annuelle au fonds a dépassé les prévisions étant donné des pertes d'assurance inférieures aux montants prévus et les recouvrements importants d'anciennes pertes. Le fonds se trouve maintenant dans la fourchette cible provisoire, qui va de 56 à 68 points de base (pb) des dépôts assurés, établie il y plus de 10 ans. Depuis l'établissement de cette fourchette cible, le contexte économique et la composition du secteur ont considérablement changé. La Société réexaminera la cible et la stratégie connexe pour assurer l'adéquation du fonds et, par conséquent, la protection des intérêts des déposants. Nous sommes déterminés à augmenter le FRAD et à mettre en œuvre des mesures préventives additionnelles pour réduire la probabilité de demandes d'indemnisation contre le fonds.

Au cours de l'année, la SOAD a continué de rehausser ses processus de surveillance afin d'optimiser le régime réglementaire prudentiel des caisses populaires et credit unions de l'Ontario. Nous sommes convaincus que ces nouvelles politiques, procédures et normes de service ont renforcé la protection des déposants, tout en permettant aux caisses populaires et credit unions de saisir les occasions de mieux servir les sociétaires.

Au fil de l'évolution du marché des services financiers et de la conjoncture économique, les institutions financières se rendront compte de la nécessité de modifier et d'adapter leurs modèles d'affaires afin de demeurer concurrentielles et pertinentes pour leurs clients. Pour assurer leur viabilité et durabilité, les caisses populaires et credit unions de l'Ontario doivent se rallier aux changements du marché, et ce, en concevant et en mettant en œuvre avec discipline et rigueur des plans stratégiques et opérationnels fondés sur les risques. Nous continuons de surveiller leurs progrès à l'aide de nos processus de surveillance. En 2013, la SOAD se donne pour objectif de faciliter les échanges entre les dirigeants des diverses caisses populaires et credit unions afin de les guider et de les appuyer dans leurs choix de sorte que le secteur demeure sûr et sain pour la prochaine génération de sociétaires, d'actionnaires et de dépositaires.

Gouvernance et surveillance

Le conseil d'administration vise à être un modèle à suivre pour l'ensemble des établissements assurés. Il concentre ses activités sur certains aspects de la gouvernance et de la surveillance, notamment en matière de stratégie, de planification de la relève, de gestion des risques et de présentation d'information. Grâce à une structure vigoureuse de comités, le conseil concentre également son attention sur des enjeux importants tant pour la Société que pour les établissements assurés. Le conseil d'administration continue de suivre des pratiques exemplaires en matière de gouvernance, telles qu'elles sont actuellement stipulées dans les ouvrages spécialisés en la matière, notamment les publications du Conference Board du Canada et de l'Institut des administrateurs de sociétés. Le présent rapport contient de plus amples renseignements sur nos pratiques de gouvernance.

En 2012, nos programmes de rapprochement avec les principaux intervenants ont notamment inclus des présentations aux conseils d'établissements individuels, des consultations avec les dirigeants des caisses, des conférences du secteur (à l'échelle nationale et internationale), des webinaires sur des sujets d'intérêt et la publication de guides et d'autre matériel utile. Le conseil a également organisé des événements spéciaux afin de communiquer avec les conseils d'administration et la direction des caisses. Il poursuivra ces activités pendant 2013. Le conseil demeure déterminé à bien informer les principaux intervenants quant à leurs responsabilités et aux activités de réglementation de la SOAD.

Regard vers l'avenir

Pour 2013, la SOAD a défini un certain nombre de priorités clés :

- Continuer d'améliorer ses capacités proactives d'évaluation du risque et de surveillance prudentielle;
- Publier des directives sur la gouvernance d'entreprise, les risques émergents et les attentes en matière de réglementation;
- Introduire l'exigence en matière de gestion des risques pour les petits établissements de catégorie 2 et celle des tests de tension propres pour les plus grands;
- Passer en revue la cible du fonds et mener des consultations sur les niveaux de cible proposés;
- Analyser le régime de primes différencielles et formuler des recommandations à cet égard;
- Examiner l'incidence de la consolidation du système sur sa stabilité future.

Nous estimons que notre orientation stratégique à long terme est arrimée de manière prudente et complète à notre mandat, qui consiste à rehausser la confiance des déposants, en tenant dûment compte de l'objectif du secteur, c'est-à-dire de renforcer sa compétitivité et sa capacité de satisfaire les besoins des sociétaires. En faisant preuve d'une vigilance soutenue grâce à nos programmes d'évaluation et de gestion des risques, en comptant sur un solide fonds d'assurance et en encourageant les établissements assurés à constituer une base financière vigoureuse, la SOAD juge qu'elle pourra continuer de bien protéger les déposants, de réduire le coût de la protection des dépôts et de contribuer à la stabilité et à la fiabilité des caisses populaires et credit unions de l'Ontario. C'est avec enthousiasme que nous travaillerons avec nos divers intervenants pour atteindre ces objectifs.

Conseil d'administration

Je souhaite profiter de l'occasion pour exprimer ma gratitude envers tous les membres de notre conseil pour le dévouement et le professionnalisme dont ils font preuve en travaillant ensemble dans l'intérêt de tous les intervenants. Tous nos administrateurs apportent au mandat et aux délibérations de la SOAD un solide capital de compétences, de savoir-faire et d'expérience.

La dernière année n'a donné lieu à aucun changement dans la composition du conseil d'administration. Grâce à cette stabilité, nous avons pu mettre l'accent sur la formation et les qualités requises de nos membres de manière à pouvoir continuer d'offrir une contribution exceptionnelle à l'équipe de gestion de la Société. Les administrateurs apportent tous une bonne dose d'enthousiasme et d'expérience à nos délibérations et leur apport continuera certainement de nous être précieux.

J'aimerais remercier sincèrement les membres du conseil et le personnel de la SOAD, sans oublier les nombreux intervenants avec qui j'ai eu la chance de collaborer au cours de la dernière année, pour leur soutien.

Au nom du conseil d'administration,

Paul Mullins,
Président du conseil d'administration

Message du chef de la direction : Surmonter les défis



À la fin de 2012, le FRAD représentait 64 pb des dépôts assurés, c'est-à-dire qu'il se rapprochait de la pointe supérieure de la fourchette cible de 56 à 68 pb d'après notre modèle actuariel.

Andrew (Andy) Poprawa

Président et chef de la direction

En 1977, l'Assemblée législative de l'Ontario a créé la Société ontarienne d'assurance-dépôts (SOAD) pour maintenir la confiance du public dans les caisses populaires et credit unions de l'Ontario. La SOAD assure les dépôts effectués auprès des 143 caisses populaires et credit unions de la province et veille à la sécurité et la stabilité de ces établissements en repérant, en surveillant et en analysant les risques auxquels ils s'exposent. Depuis 2009, le mandat de la SOAD comprend également des responsabilités de surveillance prudentielle et de réglementation de la solvabilité. La SOAD ne reçoit aucune aide financière de l'État, car les établissements assurés financent son fonds d'assurance et ses opérations.

La faiblesse des taux d'intérêt continue de poser des difficultés quant au maintien de marges financières saines. Malgré la réduction de leurs frais d'exploitation, dépenses de frais d'intérêts sur dépôts et versements de dividendes, les caisses populaires et credit unions de l'Ontario n'ont pas entièrement réussi à combler le manque à gagner. Par conséquent, le rendement de l'actif moyen total du secteur a chuté à 37 pb en 2012, contre 51 en 2011. Le poste Autres revenus (autres que d'intérêts) reste un élément important dans sa rentabilité globale. Par ailleurs, ses niveaux de capital, comme ils sont évalués sur la base du levier, sont encore solides à 7,2 %. Quant à la liquidité globale du secteur,

elle demeure suffisante, mais a reculé à 12,94 % vu l'accroissement des emprunts résultant des activités de titrisation.

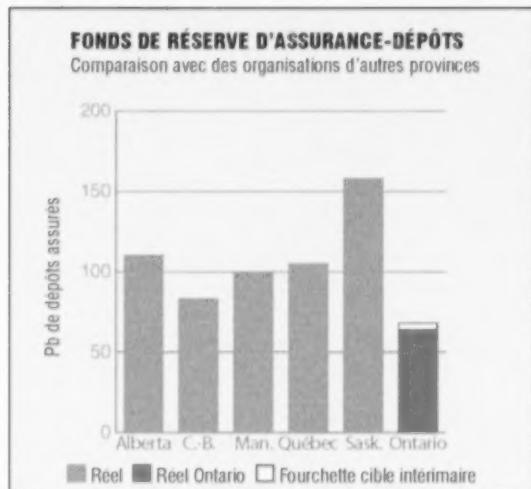
Consolidations et faillites en 2012

En 2012, la tendance de consolidation au sein du secteur s'est poursuivie. Parmi les 9 établissements qui ont cessé leurs activités au cours de l'exercice écoulé, 7 ont été fusionnés à un autre établissement et 2 ont été liquidés volontairement. Toutes ces situations étant uniques, il a fallu trouver des solutions créatives pour assurer la sécurité des dépôts. Dans tous les cas, les établissements et la SOAD ont veillé à protéger tous les déposants contre les pertes sur leurs dépôts, tout en maintenant la confiance du public envers le secteur.

En 2012, la SOAD a inscrit une hausse des provisions pour pertes d'assurance de 1,53 million de dollars relativement à la liquidation de deux établissements. Ces provisions avaient été établies pour atténuer l'insuffisance prévue lors de la réalisation des actifs de ces établissements, après avoir réglé l'ensemble des demandes d'indemnité des créateurs. Comme il en est fait mention dans nos résultats financiers, nous avons aussi réalisé des recouvrements importants sur les pertes accusées lors de la récente crise financière. La Société estime que les montants tirés des actions qu'elle a intentées envers les tiers justifient ses décisions. Elle poursuit ses efforts de recouvrement auprès d'autres tiers concernant les anciennes demandes d'indemnisation.

FICHE DE RENDEMENT FINANCIER 2012 DE LA SOAD (en millions \$)

	Projeté SOAD	Résultat réel SOAD
Fonds d'assurance	125,2 \$	147,5 \$
Provision brute d'assurance	5,0 \$	4,0 \$
Recouvrement de pertes des années passées	0	20,0 \$
Total des frais d'exploitation bruts	9,5 \$	8,7 \$
Total des frais d'exploitation nets	8,9 \$	7,9 \$
Rendement des placements	1,0 %	1,03 %



Fonds de réserve d'assurance-dépôts et primes

En vertu de la Loi qui régit la SOAD, la Société doit tenir un fonds de réserve d'assurance-dépôts (FRAD ou fonds) pour protéger les déposants et, au bout du compte, les contribuables. Compte tenu des recouvrements récents dont il a été question précédemment, la SOAD a fait des progrès considérables concernant la taille provisoire du fonds. En effet, à la fin de 2012, le FRAD représentait 64 pb des dépôts assurés, c'est-à-dire qu'il se rapprochait de la pointe supérieure de la fourchette cible de 56 à 68 pb d'après notre modèle actuariel. Toujours soucieuse de protéger les dépôts des sociétaires, la SOAD maintient son régime d'assurance-dépôts qui comprend notamment l'évaluation de la suffisance permanente du capital et celle de ses activités de réglementation visant à atténuer le risque pour le secteur et ses membres. Étant donné les changements importants survenus dans l'économie et la complexité accrue du secteur financier depuis la création du FRAD, la Société procédera à la réévaluation de l'adéquation du fonds et des niveaux cibles en 2013.

NOS STRATÉGIES

Réglementation fondée sur les risques et gestion des risques proactive et équilibrée

À titre d'organisme de réglementation prudentielle et d'assureur des dépôts, la Société a le pouvoir de donner suite aux risques institutionnels et systémiques imprudents, et de veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises sans tarder. Au cours de l'année, la SOAD a mis en œuvre des mesures pertinentes pour détecter et corriger tous les cas de non-conformité à la Loi et aux règlements. Par conséquent, deux ordonnances

d'administration ont été émises pendant l'année afin de régler sans délai toute non-conformité relevée. Au cours de la dernière année, la Société a poursuivi le recrutement de personnel hautement qualifié pour répondre à des besoins précis en matière de compétences et aux fins de planification de la relève. Nous sommes très heureux d'accueillir ces personnes si talentueuses au sein de la SOAD qui y contribueront leur bagage unique d'habiletés et d'expériences.

En 2012, la Société s'est employée à quelques importants projets. Par exemple, elle a revu les Lignes directrices relatives à la suffisance du capital pour veiller à ce que les changements aux règles comptables se retrouvent dans les règles visant le capital. De plus, elle a produit des notes d'orientation définitives sur la formation et les qualités requises des administrateurs pour les établissements de catégories 1 et 2 qui ont pris effet pour tous les administrateurs élus ou nommés le ou après le 1^{er} juillet 2012. Les établissements sont dorénavant tenus de mettre en place et d'améliorer les pratiques de saine gouvernance grâce au perfectionnement continu de leurs administrateurs dans un cadre commun. Ce cadre comprend un ensemble de neuf compétences de base et quatre niveaux de compétences qui sont établis par chaque établissement en fonction de leur taille et de la complexité de leurs opérations, et doivent être conformes aux exigences minimales énoncées dans les Notes d'orientation de la SOAD. Par ailleurs, la Société a complété ces notes par une série de webinaires, un guide d'application, des outils et un avis au secteur décrivant les critères d'évaluation de l'adéquation des politiques et pratiques des établissements concernant la formation et les qualités requises des administrateurs.

Compte tenu des changements importants qui sont survenus dans l'environnement des caisses populaires et credit unions, la SOAD a procédé à un examen exhaustif du régime de primes différentielles (RPD) et produit un document de consultation énonçant des propositions de révision au régime. La consultation a abouti sur des commentaires méritant réflexion dont l'issue sera incluse dans une proposition prochaine en 2013.

Saine gouvernance d'entreprise

La Société est fière de veiller à exercer ses activités en respectant les normes de compétence, de professionnalisme et d'intégrité les plus strictes. À cette fin, nous passons en revue et améliorons régulièrement nos processus de gouvernance et de gestion pour faire en sorte que la SOAD soit responsable et juste et qu'elle

fusc preuve de transparence dans tous ses rapports avec les établissements assurés ainsi qu'avec le public.

Sensibilisation efficace du public et des intervenants

La prestation d'information claire et concise au sujet de la protection de l'assurance-dépôts et d'autres enjeux réglementaires représente un élément important des efforts déployés en permanence par la SOAD pour assurer le maintien de la confiance du public envers les caisses populaires et credit unions. Nos brochures distribuées sur les points de vente et notre vaste site Web sont les principaux outils qui donnent accès à cette information. Par ailleurs, les établissements, leurs sociétaires et le public peuvent obtenir de plus amples renseignements sur nos programmes grâce à notre ligne téléphonique d'information ou au courrier électronique. En 2012, la SOAD a répondu à plus de 600 demandes de renseignements reçues par téléphone ou par courriel. Les intervenants et les lecteurs qui souhaitent en savoir davantage sur la SOAD et ses programmes sont invités à consulter son site Web, à l'adresse www.soad.com.

Solides partenariats

Pour s'assurer de collaborer efficacement avec tous les intervenants, la SOAD a signé des protocoles d'entente avec le ministre des Finances, le surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO), la Central 1 Credit Union, La Fédération des caisses populaires de l'Ontario, L'Alliance des caisses populaires de l'Ontario, le CANAFE et le surintendant de la Financial Institutions Commission of British Columbia. En outre, nous comptions plusieurs comités consultatifs composés d'éminents cadres supérieurs du secteur, auxquels se joignent des représentants du ministère des Finances et de la CSFO.

Fidèles à l'esprit du mouvement coopératif, nous sommes aussi heureux d'aider d'autres autorités au Canada et ailleurs dans le monde à mettre sur pied des régimes rigoureux de réglementation et de protection des déposants pour les établissements financiers en milieu coopératif. L'année 2012 a donné lieu à la création de l'Association des superviseurs prudentiels des caisses (ASPC), formée des superviseurs prudentiels et d'assureurs-dépôts des caisses populaires et credit unions du Canada. L'objectif de l'ASPC est d'instaurer, sur une base coopérative, une réglementation et une supervision efficaces du secteur des caisses au Canada. Occasionnellement, il arrive que nous collaborions avec des délégations d'autres pays en mission d'apprentissage

sur la structure et le cadre réglementaire du secteur des caisses populaires et credit unions de l'Ontario.

Nous continuons de présider l'International Credit Union Regulators Network (ICURN), un réseau mondial d'organismes de réglementation des caisses populaires et credit unions dont la raison d'être est la mise en commun de l'information et de l'expérience. Au cours de la dernière année, la SOAD a été l'hôte de l'ICURN à Toronto qui proposait diverses présentations sur les principes directeurs en matière d'amélioration de la gouvernance des établissements financiers en milieu coopératif, des meilleures pratiques de gestion du risque d'entreprise et de formation et des qualités requises des administrateurs.

PROCHAINES ÉTAPES

Les caisses populaires et credit unions de l'Ontario continueront à se renforcer et à jouer un rôle utile dans le paysage financier et social de l'Ontario. Nous nous attendons également à ce que le secteur suive la tendance de consolidation et de restructuration déjà amorcée, afin d'optimiser les efficiencies, la rentabilité et le service. Le conseil d'administration et le personnel de la SOAD ont à cœur d'offrir protection, sécurité et stabilité au secteur des caisses populaires et credit unions de l'Ontario, au profit de tous ses membres et de l'économie ontarienne. Nous sommes bien décidés à démontrer notre engagement encore une fois en 2013 et au cours des années à venir.

Pour terminer, j'aimerais saluer le travail du personnel de la SOAD, un groupe de professionnels extrêmement dévoués qui forme l'assise de la Société. Je tiens aussi à remercier les membres du conseil d'administration, dont j'apprécie les conseils et le soutien. En particulier, je suis très reconnaissant des sages conseils et de l'appui que me fournit le président de notre conseil, Paul Mullins.

Andrew (Andy) Poprawa, CA, CPA, C.Dir.
Président et chef de la direction

Commentaires et analyse de la direction

Aperçu du secteur

La Société ontarienne d'assurance-dépôts (SOAD) protège tous les dépôts admissibles détenus dans des caisses populaires et credit unions de l'Ontario. L'assurance-dépôts fait partie d'un programme de protection complet et appliqué aux termes de la Loi provinciale à toutes les caisses populaires et credit unions de l'Ontario. La SOAD assure la plupart des dépôts, jusqu'à concurrence de 100 000 \$, à condition qu'ils satisfassent aux critères d'admissibilité et aux limites de la couverture maximale. Les dépôts détenus dans des régimes enregistrés d'épargne sont assurés intégralement, sans plafond. Pour obtenir plus de détails sur la couverture de base offerte aux dépôts admissibles, veuillez consulter le site Web de la SOAD à l'adresse www.soad.com.

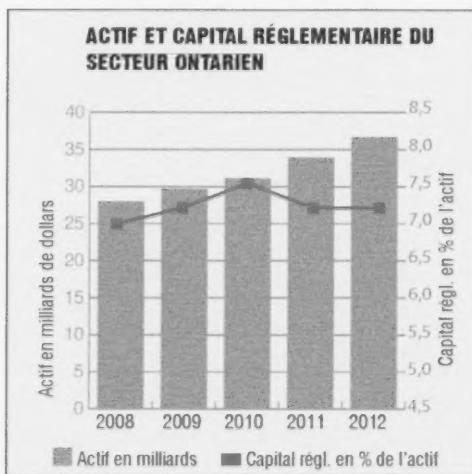


La SOAD remplit son mandat dans un monde dynamique et complexe. Le secteur des caisses populaires et des credit unions demeure bien capitalisé, à proportion de 7,2 % de son actif en moyenne; il est demeuré stable par rapport à 2011. Plus particulièrement, les titrisations hypothécaires et les régimes d'avantages sociaux des employés continuent d'exercer les plus grandes pressions à la baisse sur le capital global du secteur.

La Société surveille en permanence l'économie, le rendement des établissements assurés et l'évolution du contexte législatif et réglementaire. En 2012, l'Ontario a obtenu des résultats économiques mitigés.

Son taux d'inflation s'est situé juste sous la barre de 1 % pendant que la croissance du PIB et la demande des consommateurs ont été létargiques. Par ailleurs, la fabrication manufacturière s'est repliée, ce qui témoigne de la faiblesse de la demande mondiale à l'égard des produits ontariens. L'économie de la province continue de tourner au ralenti. En effet, General Motors a communiqué la fermeture de son usine à Oshawa. Cependant, le fabricant a annoncé que son Centre canadien d'ingénierie sera l'objet d'investissements massifs. Pour sa part, Toyota a aussi indiqué qu'elle investira dans ses usines ontariennes pour accroître la production. Pour ce qui est de la croissance des emplois, elle s'est principalement manifestée sous forme de postes à temps plein dans le secteur privé dans le sud de l'Ontario et les environs avec en tête Toronto, Kitchener-Waterloo, Barrie, Ottawa et Kingston. À l'inverse, Windsor et les régions de Muskoka et de Kawartha ont accusé un recul sur le plan de l'emploi.

La Banque du Canada continue d'appliquer sa politique de faibles taux d'intérêt. On s'attend à ce qu'elle reporte toute hausse pendant encore un certain temps. Deux facteurs guideront sa décision : le succès des politiques économiques visant à stimuler la croissance et les turbulences économiques qui continuent de bousculer le monde. Au cours du dernier exercice, l'incidence des faibles taux d'intérêt sur les revenus est évaluée à 53 millions de dollars, surtout en raison du rendement modeste persistant des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux.



Comparativement au secteur de l'habitation des États-Unis qui a subi une tendance à la baisse marquée, le secteur ontarien a été relativement épargné. Il a cependant commencé à montrer des signes d'essoufflement malgré les taux d'intérêt qui se sont maintenus à des niveaux historiquement bas. Les prix et les ventes de logements continuent d'augmenter, mais ils ont freiné leur ardeur par rapport aux années précédentes. La croissance des ventes de maisons existantes et de mises en chantier poursuit sa progression, mais à un rythme plus modéré depuis que le gouvernement a resserré les règles en matière de prêts hypothécaires. La dette des ménages au titre de la consommation demeure élevée alors que la Banque du Canada émet régulièrement des avertissements concernant les dangers d'assumer ce niveau de dette, car la hausse éventuelle des taux d'intérêt entraînera l'augmentation des mensualités que les emprunteurs n'auront pas nécessairement la capacité de rembourser. Les défauts de paiements potentiels pourraient avoir un effet négatif sur le secteur. Même si l'économie a montré des signes d'amélioration modeste en 2012, la reprise et la croissance économiques de l'Ontario risquent de se faire désirer encore pendant un certain temps, parallèlement à l'anémie frappant encore les États-Unis et l'Europe.

PROFIL DES ÉTABLISSEMENTS ASSURÉS DE LA SOAD, EN BREF

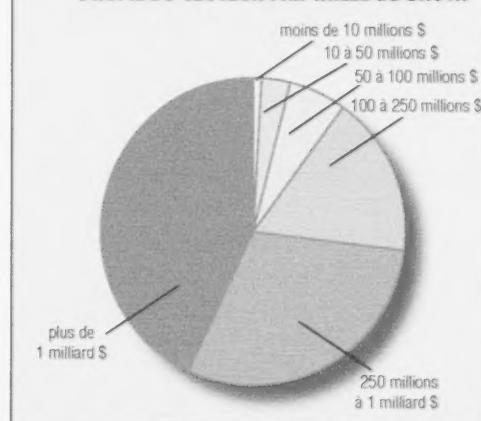
	2012	2011
Nombre d'établissements	143	152
Actif total (en milliards)	36,6 \$	33,8 \$
Total des dépôts (en milliards)	31,3 \$	29,4 \$
Dépôts assurés (en milliards)	23,1 \$	22,3 \$
Dépôts assurés en pourcentage du total des dépôts	74 %	76 %
Ratio du capital réglementaire (sur la base du levier)	7,20 %	7,20 %
Qualité de l'actif (coûts liés aux prêts en % de l'actif moyen)	0,12 %	0,11 %
Rendement (revenu net en % de l'actif moyen)	0,37 %	0,51 %

Aperçu des caisses populaires et credit unions de l'Ontario

En 2012, la tendance de consolidation à long terme s'est poursuivie. Le nombre d'établissements assurés en activité a baissé de 9, pour un total de 143, à la suite de fusions ou de liquidations. Le secteur a retranché cinq établissements de catégorie 1, les autres étant de catégorie deux. Les

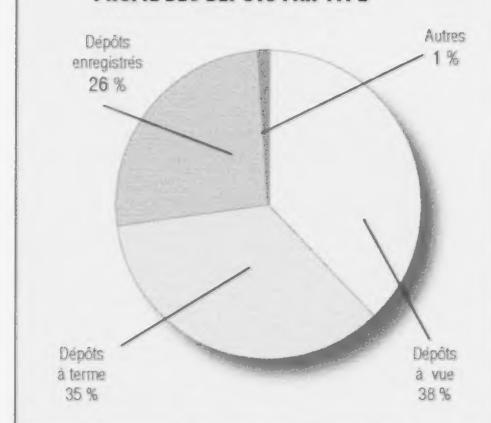
petits établissements continuent de fusionner avec les plus grands pour constituer des caisses plus vigoureuses, ce qui réduit le risque auquel est exposé le secteur. Aujourd'hui, environ 51 % de l'actif du mouvement de l'Ontario est détenu par les huit plus grands établissements assurés, tandis que les 64 établissements les plus modestes en possèdent 5 %. Cette répartition de l'actif donne toujours lieu à une dynamique intéressante et complexe dans le secteur. On prévoit que la consolidation s'accentuera à mesure que les établissements chercheront à prendre de l'expansion et à protéger l'actif de leurs sociétaires.

PROFIL DU SECTEUR PAR TAILLE DE L'ACTIF

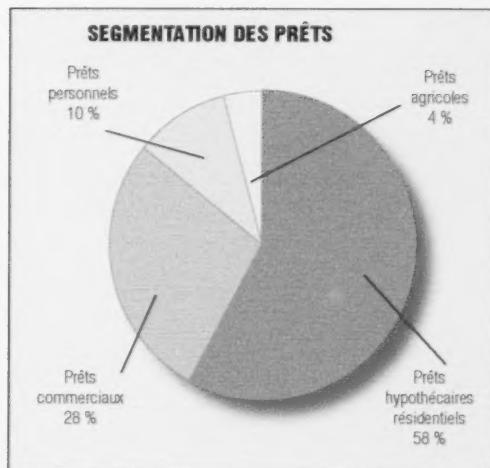


La croissance globale de l'actif et des dépôts au bilan a augmenté, totalisant 8,3 % sur douze mois pour atteindre 36,6 milliards de dollars. Ainsi, les dépôts, affichent une hausse de 6,5 % pour s'élever à 31,3 milliards de dollars. Cette augmentation est attribuable à la solide croissance des dépôts à terme et des dépôts enregistrés qui s'inscrit à 9 % et à 6,6 % respectivement. Les dépôts de courtiers composent 2 % du total des dépôts.

PROFIL DES DÉPÔTS PAR TYPE

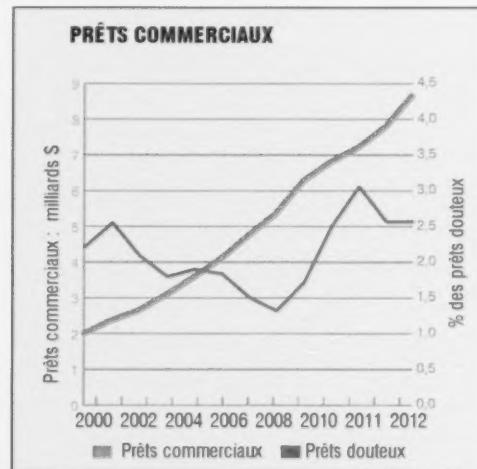


Les prêts hypothécaires résidentiels ont progressé pour s'établir à 17,8 milliards de dollars et la titrisation représentait 1,6 milliard de dollars du total. Le taux de croissance, net de titrisations, a été de 7,75 % en 2012 contre 7,44 % en 2011. Le portefeuille des prêts commerciaux a affiché une croissance solide de 10 % pour s'élever à 8,6 milliards de dollars en 2012 (8 % en 2011). Ces prêts produisent généralement un meilleur rendement que d'autres types de prêts. Par contre, ils comportent un niveau de risque supérieur en raison de leur nature et de leur complexité particulières à l'égard de la souscription et de l'évaluation des titres sous-jacents donnés en garantie. La croissance des prêts personnels a reculé cette année de 1,2 % pour s'établir à 2,9 milliards de dollars contre 0,2 % en 2011. Cette baisse s'explique par leur pondération diminuée dans la composition globale du portefeuille des prêts (9,6 % en 2012 contre 10,6 % en 2011), vu que les sociétaires tentent de réduire leurs niveaux de dettes non garanties.



Tout au long de 2012, le risque de crédit global du secteur, mesuré d'après l'ensemble des coûts liés aux prêts et les prêts en souffrance, est demeuré relativement stable en raison des conditions du marché et de l'économie qui se sont légèrement améliorées. Malgré ce modeste progrès, le ratio de couverture (provisions pour prêts exprimées en pourcentage des prêts douteux) a diminué pour s'établir à 37 %, alors qu'il s'inscrivait à 41 % en 2011. Même si le montant brut des prêts en souffrance depuis plus de 30 jours a baissé à 106 pb du total des prêts contre 116 pb en 2011,

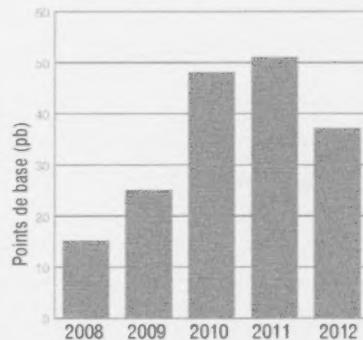
il demeure de loin supérieur aux niveaux historiques. Par ailleurs, le coût des prêts a légèrement progressé à 12 pb, comparativement à 11 pb en 2011. En ce qui concerne les niveaux des prêts commerciaux en souffrance ou douteux, ils demeurent préoccupants. Les prêts commerciaux en souffrance depuis plus de 30 jours ont reculé à 197 pb comparativement à 211 en 2011; les prêts douteux affichent une augmentation minimale terminant l'exercice à 260 pb du total des prêts contre 256 pb en 2011.



À la fin de l'exercice, les liquidités poursuivaient leur retrait pour s'établir à 12,94 % comparativement à 13,7 % en 2011 vu le traitement défavorable des titrisations hypothécaires découlant de l'adoption des IFRS. Le capital moyen est demeuré stable à 7,2 % de l'actif (7,2 en 2011). Le capital réglementaire était composé à 60 % des bénéfices non répartis, à 30 % des parts de placement et des parts de ristourne et à 3 % de parts sociales. Tous les établissements assurés sauf deux possédaient le capital minimum prescrit par la Loi; ces deux établissements sont l'objet d'une étroite surveillance.

En 2012, la rentabilité a diminué à 37 pb, contre 51 en 2011. À cet exercice, deux gains extraordinaires importants représentant environ 13 pb du rendement sur l'actif moyen avaient été comptabilisés. À l'exercice 2012, 13 établissements ont enregistré des pertes d'exploitation. La SOAD les surveille étroitement afin que les problèmes à l'origine des pertes soient résolus et que les sociétaires injectent suffisamment de capital pour soutenir leur viabilité.

BÉNÉFICES DU SECTEUR DE L'ONTARIO



Les résultats de notre programme d'inspection révèlent que le respect des normes de saines pratiques commerciales et financières s'est accru en 2012. À la fin de l'exercice, 87 % des établissements assurés (sur la base de l'actif) se conformaient intégralement à l'ensemble des normes, contre 83 % en 2011. Les lacunes en matière de gestion du risque de crédit demeurent le principal facteur contribuant à la non-conformité des établissements.

Le régime de primes différentielles (RPD) de la SOAD est fondé sur le profil de risque global des établissements, et fait appel à des facteurs quantitatifs et qualitatifs pour cinq composantes clés : le capital, la qualité de l'actif, la conformité aux normes de saines pratiques commerciales et financières, les bénéfices et le risque de taux d'intérêt.

En 2012, le taux moyen de prime s'établissait à 1,15 \$ contre 1,14 \$ en 2011. Comme l'indique le tableau ci-dessous, on observait une légère amélioration des cotations globales du RPD à la fin de 2012.

RÉSUMÉ DE LA PRIME ANNUELLE SELON LE NIVEAU DE RISQUE (en pourcentage de l'actif total)						
Catégorie de prime	Niveau de risque (\$ par 1 000 \$)	2012	2011	2010	2009	2008
1,00	Faible	30 %	53 %	47 %	26 %	32 %
1,15	Faible +	60 %	34 %	34 %	53 %	56 %
1,40	Modéré	8 %	10 %	10 %	16 %	9 %
1,75	Élevé	2 %	2 %	8 %	3 %	1 %
3,00	Élevé +	0 %	1 %	1 %	2 %	2 %

Aux prises avec un marché concurrentiel où les taux d'intérêt restent faibles, le secteur ontarien des caisses populaires et credit unions a connu de nouveaux regroupements. Il s'est aussi développé pour élargir ses services aux sociétaires et aux collectivités de la province dans son ensemble. Même si la faible rentabilité de certains établissements assurés suscite encore des inquiétudes quant à leur viabilité future, le secteur demeure relativement stable; il joue un rôle de plus en plus important sur la scène financière et économique de l'Ontario, et il fournit des solutions bancaires de rechange efficaces aux Ontariens.

Évolution du contexte législatif et réglementaire

Les modifications à la *Loi sur les caisses populaires et les credit unions* et aux règlements afférents ont pris effet le 1^{er} octobre 2009. Le nouveau cadre de réglementation confère aux caisses populaires et credit unions des pouvoirs plus étendus qui leur permettront de mieux soutenir la concurrence des marchés des services financiers. De plus, le rôle, les responsabilités et les pouvoirs de la SOAD ont été élargis : ils incluent la réglementation de la solvabilité. Plus globalement, ils lui donnent les moyens de mieux protéger les déposants et les sociétaires et ainsi contribuer à la stabilité du mouvement.

En 2012, la SOAD a reçu six demandes relatives à l'acquisition et à la vente d'actif, une demande concernant la modification des exigences en matière de capital et une demande de hausse du plafond de prêt. La Société a approuvé six demandes, les deux autres ayant été retirées. Elle a de plus émis deux ordonnances d'Administration.

Pour de plus amples renseignements sur les pouvoirs et les activités de réglementation de la SOAD, notamment les critères, les guides et les normes de services, veuillez consulter le site Web de la Société à l'adresse www.soad.com.

Examen des résultats financiers pour 2012

La présente partie du rapport rend compte de la performance financière de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012. Il faut savoir que depuis le 1^{er} janvier 2011, les états financiers de la Société sont dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Par conséquent, l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2012 constitue la deuxième période annuelle de présentation de l'information financière en IFRS de la Société.

Points saillants

- Le revenu de primes a augmenté de 0,9 million de dollars, ou 3,5 %, pour s'établir à 25,2 millions de dollars. Cette modeste hausse est principalement attribuable à la croissance des dépôts assurés du secteur.
- La provision pour pertes d'assurance à l'exercice s'est élevée à 1,5 million de dollars, et le recouvrement au titre de la provision pour pertes d'assurances des exercices précédents s'est chiffré à 17,5 millions de dollars, ce qui s'est traduit par un recouvrement net de la provision pour pertes de 16 millions de dollars en 2012. Le recouvrement incluait le règlement de quelques demandes d'indemnisation auprès de tiers et la réduction de la charge à payer générale pour pertes.
- Avant les recouvrements, les charges opérationnelles s'établissaient à 8,7 millions de dollars ce qui correspond grossièrement à celles de l'exercice précédent. Le recouvrement de ces charges a été inférieur de 1,2 million de dollars principalement en raison du nombre plus faible d'établissements faisant nouvellement partie des divers programmes d'intervention de la SOAD en 2012. La Société a pour politique d'imputer des frais pré-déterminés à ces établissements afin de recouvrer une partie des frais d'administration afférents.
- La contribution au fonds de réserve d'assurance-dépôts (FRAD) a augmenté de 34,6 millions de dollars portant le solde du FRAD à 147,5 millions de dollars au 31 décembre 2012. Le fonds représentait 64 pb de dépôts assurés du secteur, une amélioration de 13 pb par rapport à 2011. Cette hausse s'explique principalement par le recouvrement des provisions pour pertes d'assurance de l'exercice précédent et la maîtrise de la croissance des charges opérationnelles en 2012.

Incidence de l'adoption de la norme IAS 19 révisée – Avantages du personnel

La Société a choisi de mettre en application la norme IAS 19 révisée – Avantages du personnel – du Conseil des normes comptables internationales (l'International Accounting Standards Board), à compter de l'exercice débutant le 1^{er} janvier 2012. La norme vise le régime de retraite à prestations définies de la SOAD qui prévoit des avantages complémentaires de retraite futurs postérieurs à l'emploi aux personnes retraitées admissibles et à leurs personnes à charge. Les modifications à la norme ont pour effet d'éliminer l'option de reporter les gains et les pertes actuariels (l'approche du corridor), et exigent des changements quant à la réévaluation des actifs et passifs du régime pour qu'ils soient comptabilisés intégralement dans les autres éléments du résultat global.

La pleine incidence du passage aux IFRS et du rapprochement connexe sur la position et la performance financières de la SOAD est reflétée dans la note 16 des Notes aux états financiers au 31 décembre 2012. En résumé, la réévaluation des obligations au titre du régime à prestations définies a contribué à la charge exceptionnelle imputée au FRAD de 249 milliers de dollars au 1^{er} janvier 2011, à l'ajustement de 5 milliers de dollars aux charges opérationnelles en 2011 et à l'accroissement du cumul de la perte en autres éléments du résultat global de 750 milliers de dollars au 31 décembre 2012.

Revenu de primes

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers \$ sauf indication contraire)	2012	2011	2010	Variation par rapport à 2011		Projeté 2012
				\$	%	
Revenu de primes	25 193	24 342	21 196	851	3,5 %	25 400
Taux moyen de primes par millier de \$ de dépôts assurés	1,15 \$	1,14 \$	1,03 \$	0,01 \$	0,9 %	1,13 \$

Le revenu de primes a augmenté de 851 milliers de dollars, soit de 3,5 % pour passer à 25,2 millions de dollars en 2012. Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des dépôts assurés du secteur. Le taux de primes moyen en 2012 a été de 1,15 \$ par millier de dollars de dépôts assurés, contre 1,14 \$ en 2011.

Les taux de primes différentielles en vigueur et les cinq catégories de prime existantes sont demeurés les mêmes qu'en 2011. Les primes sont fondées sur le montant total des dépôts assurés comptabilisés par les établissements assurés à la fin de leur exercice, et sont calculées conformément au système de classification des risques du régime de primes différentielles (les taux vont de 1,0 à 3,0 \$ par millier de dollars de dépôts assurés).

Catégorie de prime	1	2	3	4	5
Niveau de risque	Faible	Faible +	Modéré	Élevé	Élevé +
Taux de prime	1,00 \$	1,15 \$	1,40 \$	1,75 \$	3,00 \$

(Recouvrement) provisions pour pertes d'assurance-dépôts

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers \$ sauf indication contraire)	2012	2011	2010	Variation par rapport à 2011		Projeté 2012
				\$	%	
Provision pour pertes d'assurance pour l'exercice	1 532	1 100	1 550	432	39 %	5 000
(Recouvrement) de la provision pour pertes de l'exercice précédent	(17 569)	(1 197)	(44)	-16 372	1 368 %	-
Provision nette (recouvrement) pour pertes d'assurance pour l'exercice	(16 037)	(97)	1 506	-15 940	16 433 %	5 000

Au 31 décembre 2012, la Société a comptabilisé une provision spécifique pour pertes de l'exercice en cours de 1,53 million de dollars à l'égard de deux établissements en Liquidation et sous Administration. Le recouvrement, en 2012, des provisions pour pertes des exercices précédents s'est élevé à 17,57 millions de dollars, ce qui s'explique en grande partie par le règlement de quelques demandes d'indemnisation auprès de tiers. La réduction de la charge générale pour pertes de 1,5 million de dollars et des recouvrements de moindre importance ainsi que des ajustements aux provisions d'établissements en Liquidation y ont aussi contribué.

La provision pour pertes d'assurance correspond à la meilleure estimation de la Société quant aux pertes qu'elle aura vraisemblablement engagées au 31 décembre 2012. Elle comporte tant une provision pour perte d'assurance spécifique que générale. Pendant l'exercice 2012, deux nouveaux établissements ont été mis en Liquidation et un sous Administration. À la fin de l'exercice, la SOAD gérait un total de 26 établissements en Liquidation, un sous Administration et un sous Supervision.

Frais d'exploitation

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers \$ sauf indication contraire)	2012	2011	2010	Variation par rapport à 2011		Projeté 2012
				\$	%	
Frais d'exploitation bruts	8 696	8 673	7 537	23	0,3 %	9 459
Recouvrement des frais d'exploitation	(822)	(2 025)	(391)	1 203	-59,4 %	(538)
Frais d'exploitation nets	7 874	6 648	7 146	1 226	18,4 %	8 921

En 2012, les charges opérationnelles brutes, y compris les avantages sociaux et les salaires, se sont élevées à 8,7 millions de dollars, ce qui représente une légère hausse de 23 milliers de dollars ou de 0,3 % par rapport à l'exercice précédent. Les salaires et les avantages du personnel ont augmenté de 475 milliers de dollars, soit de 8 % par rapport à 2011, principalement en raison de la charge à payer au titre des prestations de maintien en poste pour les principaux membres de son personnel de gestion afin d'assurer la planification efficace de la transition et de la relève. Cette hausse a été compensée par la réduction des frais d'examens effectués par les tiers examinateurs (116 milliers de dollars ou 26 %) et par une diminution importante des honoraires juridiques (336 milliers de dollars ou 88 %) puisqu'aucune question de réglementation majeure n'a surgi pendant l'exercice. La SOAD demeure centrée sur l'amélioration de son efficience en matière de risque d'assurance : elle renforce l'équipe affectée aux examens et réduit sa dépendance des tiers examinateurs.

Le recouvrement des charges opérationnelles se compose principalement des frais administratifs liés à la gestion des successions confiées aux établissements en Liquidation et des frais d'Administration et de Supervision imputés aux établissements dans ces programmes d'intervention. La diminution des recouvrements de 1,2 million de dollars en 2012 s'explique par le nombre inférieur d'établissements mis en Liquidation ou intégrés dans d'autres programmes.

Placements

Le portefeuille de la SOAD constitue la principale source de fonds dont elle dispose pour régler les demandes d'indemnisation que pourraient faire les déposants des établissements assurés. La politique de placement de la Société est formulée de telle sorte que celle-ci ait facilement accès aux ressources nécessaires pour verser les dépôts assurés lorsque la situation le justifie. Nous visons principalement à atteindre l'équilibre approprié entre la liquidité, la sécurité et le rendement des placements ainsi que leur conformité aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu et du Règlement 237/09 de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* (la « Loi »). C'est l'Office ontarien de financement (« OOF ») qui est chargé d'investir et de gérer le portefeuille de placements de la Société conformément à un contrat de gestion.

Au 31 décembre 2012, le portefeuille de placements de la SOAD, qui est géré par l'OOF, passait à 131,8 millions de dollars, une augmentation nette de 39,5 millions pour l'exercice. Il se composait à 58 % de titres de participation d'autorités publiques canadiennes (fédérales et provinciales) et à 42 % d'acceptations bancaires et de billets de dépôts émis par des banques à charte canadiennes. Depuis le mois de juin 2012, le portefeuille contient des obligations gouvernementales échelonnées sur diverses durées, allant de 6 mois à 3,25 ans. À la fin de l'exercice, ces placements représentaient 8,9 % (11,8 millions de dollars) du total du portefeuille de la SOAD. Au 31 décembre 2012, les placements à court terme et à long terme (obligations échelonnées) avaient généré un rendement réel moyen de 1 et 1,34 % respectivement. À cette date, le rendement moyen pondéré de l'ensemble des placements s'inscrivait à 1,18 % (contre 0,85 % en 2011), et le nombre pondéré de jours jusqu'à l'échéance était de 105 (contre 62 en 2011). L'incidence des risques liés au marché, au crédit et aux taux d'intérêt sur la Société est infime étant donné la nature prudente du portefeuille et la courte durée des placements le composant.

En 2011 et 2012, la SOAD a souscrit les actions de catégorie B de la coopérative CUCO que des établissements mis en Liquidation détenaient en vue de faciliter la réduction progressive ordonnée des activités de ces établissements. Le coût total de cette souscription s'est élevé à 442 milliers de dollars tandis que sa juste valeur marchande montait à 641 milliers de dollars au 31 décembre 2012. Tous les placements sont classés comme étant disponibles à la vente. Ils sont mesurés à leur juste valeur à la fin de la période de présentation et les gains et les pertes non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou vendus.

Avances recouvrables d'assurance-dépôts

Conformément à la Loi, la SOAD doit régler les demandes d'indemnisation des déposants à la hauteur des limites prescrites par la législation lorsqu'un établissement assuré n'est plus en mesure de satisfaire à ses obligations envers les déposants. Les provisions pour pertes sont évaluées en fonction des coûts nets imputés au fonds d'assurance de la SOAD après la réalisation prévue de l'actif et d'autres recouvrements concernant l'établissement en faillite. Lorsque les fonds avancés à l'égard de demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts surpassent la provision pour perte estimative à la fin de la période de présentation, le solde est inscrit comme une avance recouvrable au titre de l'assurance-dépôts dans l'État de la situation financière.

Après la comptabilisation des recouvrements et des provisions pour pertes d'assurance de l'exercice, le solde de l'avance recouvrable au titre de l'assurance au 31 décembre 2012 s'établissait à 22,8 millions de dollars (en baisse par rapport aux 27,3 millions de dollars en 2011), ce qui constitue une variation nette de 4,5 millions de dollars.

Charge à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts

La charge à payer pour les demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts représente le montant des pertes au sujet desquelles aucune avance n'a été versée à la date de l'État de la situation financière. Le total comporte à la fois des provisions pour pertes spécifiques et une charge à payer générale pour pertes. Au 31 décembre 2012, le total des charges à payer s'élevait à 4,8 millions de dollars, dont 1,3 million de dollars représentaient la charge à payer pour pertes spécifiques et 3,5 millions de dollars représentaient la charge à payer générale pour pertes. Cette dernière charge, qui s'élevait à 5,0 millions de dollars en 2011, est calculée en fonction de la meilleure estimation que la direction puisse faire des pertes sur les dépôts assurés découlant du risque inhérent aux établissements assurés.

Obligation au titre des avantages du personnel

Au 31 décembre 2012, la charge à payer au titre des avantages du personnel non courants avait progressé de 766 milliers de dollars, soit 17 % par rapport à 2011, pour s'élever à 5,3 millions de dollars. Elle était comprise des régimes de retraite, des avantages complémentaires de retraite futurs postérieurs à l'emploi et des plans de maintien en poste pour les principaux membres du personnel de gestion de la SOAD. De cette hausse, 342 milliers de dollars étaient attribuables à l'augmentation de la charge concernant l'obligation au titre des prestations définies (avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi) résultant de la mise en application de la norme IAS 19 révisée, comme il a été expliqué dans la section Examen des résultats financiers à la page 17. Le solde de la hausse est constitué, d'une part, de la combinaison de la charge comptabilisée concernant les obligations au titre du régime complémentaire de retraite et du régime de retraite auxiliaire et, d'autre part, des prestations de retraite constatées pour le maintien en poste des principaux membres du personnel de gestion de la Société afin d'assurer la planification efficace de la transition et de la relève.

Fonds de réserve d'assurance-dépôts (« FRAD »)

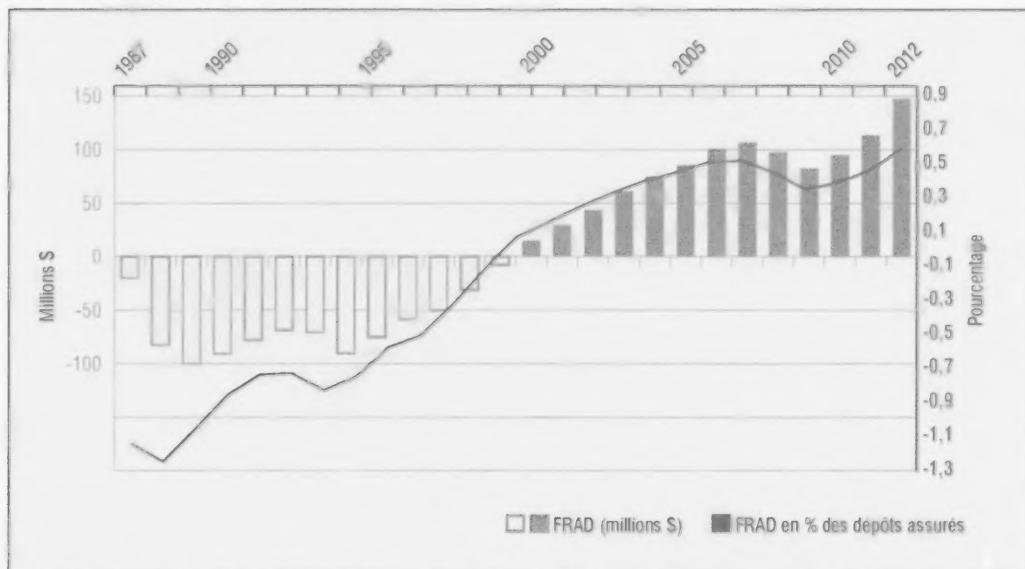
La SOAD est responsable de la fourniture d'assurance contre la perte totale ou partielle des fonds déposés auprès des caisses populaires et credit unions de l'Ontario. L'un des principaux mécanismes utilisés pour veiller à la protection des dépôts est le maintien d'un fonds de réserve d'assurance-dépôts (le « FRAD » ou le « fonds »). Pour que le FRAD puisse couvrir les risques d'assurance, la SOAD évalue sur une base régulière s'il est suffisamment provisionné et si les liquidités sont adéquates. De concert avec un cabinet-conseil en actuariat, la SOAD a conçu un modèle perfectionné pour déterminer le niveau convenable du fonds, en s'appuyant sur un certain nombre de principes, d'hypothèses et d'autres facteurs, notamment les critères suivants : profil de risque des établissements assurés, conditions économiques, revenus de primes, taux

d'intérêt, historique des pertes, migration du risque et croissance du secteur. Les hypothèses et les autres facteurs utilisés dans ce modèle sont régulièrement mis à jour pour tenir compte des changements au sein de l'environnement du secteur.

Afin de déterminer la capacité du fonds à résister aux pertes d'assurance, la SOAD a appliqué un niveau de confiance de 95 %. Autrement dit, il y a 95 % de chances que le fonds puisse couvrir les pertes potentielles prévues dans le modèle au cours du prochain cycle de 20 ans, sans être en position de déficit. Selon ces hypothèses et ces paramètres, la SOAD a fixé une fourchette cible provisoire pour le fonds de 56 à 68 pb des dépôts assurés. Advenant une chute du FRAD sous le seuil minimal de 56 pb pour une quelconque durée, la SOAD est tenue de prendre les mesures nécessaires pour renflouer le fonds de sorte qu'il regagne une position à l'intérieur de la fourchette cible.

Exercice terminé le 31 décembre (en milliers \$ sauf indication contraire)	2012	2011	2010	Variation par rapport à 2011		Projeté 2012
				\$	%	
FRAD	147 531	112 960	94 304	34 571	30,60 %	125 167
% des dépôts assurés du secteur	0,64 %	0,51 %	0,44 %	-	0,13 %	0,54 %
Dépôts assurés du secteur estimés (en milliards \$)	23,1	22,3	21,5	0,8	3,59 %	23,2

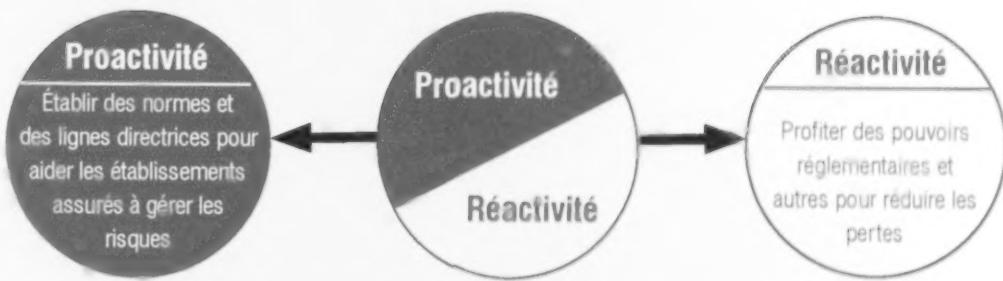
Fonds de réserve d'assurance-dépôts



Au 31 décembre 2012, le FRAD s'établissait à 147,5 millions de dollars, en hausse de 34,6 millions de dollars ou de 30,6 % par rapport à la même date l'an dernier. Le fonds représentait 64 pb des dépôts assurés du secteur selon les estimations, une amélioration de 13 pb par rapport à l'exercice précédent. La croissance du fonds provenait principalement du recouvrement des provisions pour pertes d'assurance et du règlement de quelques demandes d'indemnisation auprès de tiers. La maîtrise de la croissance des charges opérationnelles constitue un autre facteur contributif. L'augmentation nette de 34,6 millions de dollars du FRAD pour l'exercice provenait du revenu total de 26,4 millions de dollars et du recouvrement net des provisions pour assurance de 16 millions de dollars, diminués de la charge opérationnelle de 7,9 millions de dollars.

Plan stratégique de la SOAD de 2013 à 2015

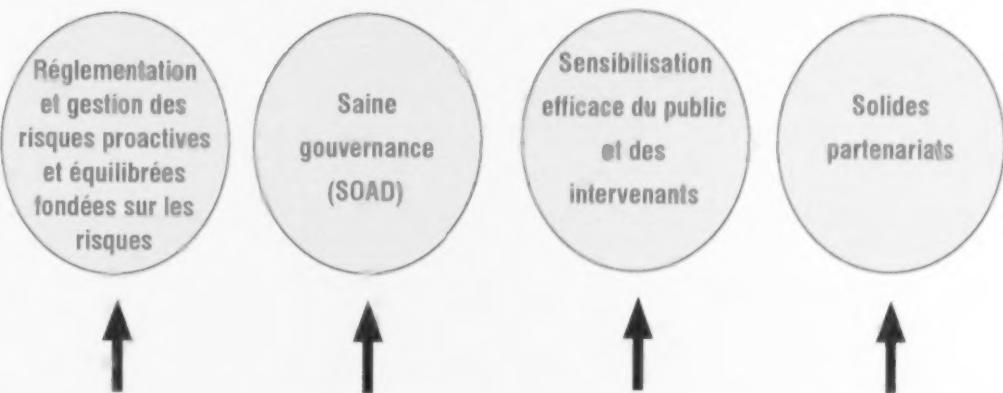
OBJECTIFS STRATÉGIQUES



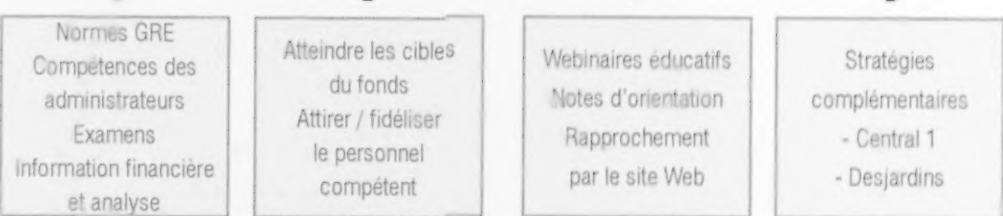
MANDAT DE LA SOAD

Protéger les déposants et contribuer à la stabilité du secteur

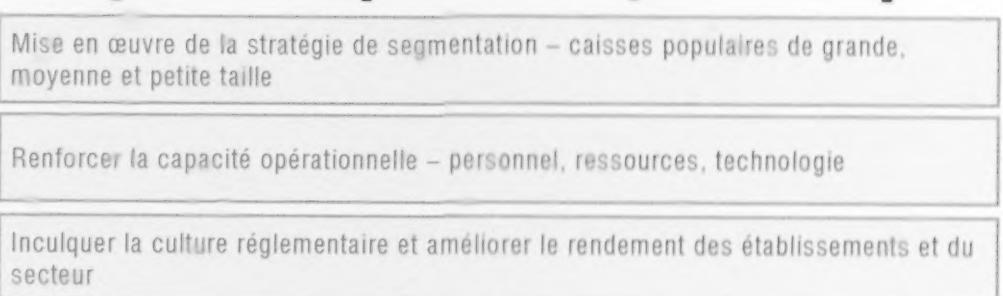
OBJECTIFS STRATÉGIQUES CLÉS



IMPORTANTES INITIATIVES ET PRIORITÉS



STRATÉGIES FACILITATRICES



Gestion des risques de la SOAD

La SOAD gère ses risques en fonction de son cadre de Gestion des risques d'entreprise (GRE) – un ensemble bien défini de politiques et de pratiques de gestion des risques, y compris un appétit pour les risques bien défini, approuvées par le conseil d'administration qui font que le conseil, le comité de surveillance du risque du conseil et la direction comprennent bien les risques auxquels la SOAD s'expose et gèrent ceux-ci en conséquence. Le cadre de GRE est examiné en détail chaque année, et constitue l'un des paramètres fondamentaux de l'élaboration annuelle du plan d'affaires et du budget opérationnels de la SOAD.

Aperçu de l'évaluation des risques importants auxquels s'expose la SOAD	
Description des risques	Niveau et tendance des risques
RISQUES LIÉS A L'ASSURANCE-DÉPÔTS ET À LA RÉGLEMENTATION :	
Évaluation du risque / Risque lié à un défaut de surveillance : Risque que la SOAD ne détecte pas rapidement ou systématiquement les établissements assurés présentant un niveau inacceptable de risque d'assurance pouvant entraîner des pertes financières.	FAIBLE 
Évaluation du risque / Risque lié à un défaut d'intervention : Risque que la SOAD ne détecte pas rapidement ou systématiquement les établissements assurés présentant un niveau inacceptable de risque d'assurance pouvant entraîner des pertes financières, notamment :	MODÉRÉ 
<ul style="list-style-type: none"> • Risque de gestion du risque • Risque d'adéquation du capital • Risque systémique • Risque lié à la confiance 	
Risque lié à la gestion en cas de pertes : Risque que la SOAD ne prenne pas les mesures qui s'imposent pour gérer les établissements assurés sous Administration, accroissant ainsi les pertes financières notamment :	FAIBLE 
<ul style="list-style-type: none"> • Risque de gestion des pertes • Risque lié à l'assurance-cautionnement • Risque de litige 	
Risque de liquidation : Risque que la SOAD ne prenne pas les mesures qui s'imposent pour gérer le processus de liquidation d'un établissement, accroissant ainsi les pertes financières et nuisant à sa réputation.	FAIBLE 
Risques de réglementation : Risques que la SOAD ne s'acquitte pas de ses responsabilités réglementaires en tant qu'organisme de réglementation de la solvabilité, notamment :	FAIBLE / MODÉRÉ 
<ul style="list-style-type: none"> • Risque lié aux normes prudentielles • Risque de non-conformité 	
RISQUES D'ENTREPRISE DE LA SOAD	
Risques stratégiques : Risques que le conseil d'administration et la haute direction choisissent des stratégies à long terme inappropriées, manquent à leurs responsabilités de leadership ou ne mettent pas en œuvre les stratégies de manière appropriée, accroissant ainsi l'exposition de la Société à ces risques, notamment :	FAIBLE 
<ul style="list-style-type: none"> • Risque lié aux politiques • Risque lié à l'orientation stratégique • Risque d'atteinte à la réputation • Risque de communications 	
Risques opérationnels : Risques que la SOAD ne maintienne pas en place les mécanismes d'exploitation et contrôles internes appropriés pouvant ainsi nuire à sa réputation ou entraîner des pertes financières, notamment :	MODÉRÉ 
<ul style="list-style-type: none"> • Risque de suspension des activités • Risque lié aux obligations ou de litige • Risque lié à la propriété • Risque lié à la santé et à la sécurité • Risque lié à la technologie et au soutien technologique • Risque lié à la sous-traitance • Risque lié aux ressources humaines 	
Risques financiers : Risques de perte résultant de la gestion de l'actif et du passif de la SOAD, notamment :	FAIBLE / MODÉRÉ 
<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'insuffisance du fonds de réserve d'assurance-dépôts • Risque lié à l'adéquation des provisions de la SOAD • Risque de liquidité • Risque de placements et du marché • Risque de contrôles internes 	
Risques liés à la non-conformité : Risques de perte résultant du non-respect des lois et directives applicables, notamment :	FAIBLE 
<ul style="list-style-type: none"> • Risque de non-respect de la <i>Loi sur les caisses populaires et les credit unions</i> • Risque de non-respect des Directives du Conseil de gestion du Cabinet • Risque de non-application de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> • Risque lié aux lois régissant les ressources humaines • Risques de non-application des autres textes législatifs pertinents 	

Aperçu de la fiche de rendement équilibré 2012-2015

- ▲ Progrès prévu conforme à l'échéancier et au budget
- ▼ Problèmes en matière de temps à courir avant la finalisation ou écarts budgétaires
- En cours ou reporté

Mission de la SOAD : Protéger les déposants et contribuer à la stabilité du secteur ontarien des caisses populaires et credit unions

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	RÉSULTATS DE 2012	INITIATIVES CLÉS PLANIFIÉES POUR 2013-2015	INDICATEURS CLÉS DE RENDEMENT
REGLEMENTATION ET GESTION DES RISQUES PROACTIVES ET ÉQUILIBRÉES FONDÉES SUR LES RISQUES La SOAD doit toujours restée attentive aux indicateurs de risques et de l'émergence de nouveaux risques, afin de gérer sans tarder tout risque d'assurance. La Société met tout en œuvre pour consolider sa capacité à évaluer et à gérer les risques et les pertes ainsi que son rôle de réglementation.	<p>Évaluation des risques et de la conformité à la réglementation</p> <ul style="list-style-type: none"> Processus d'élaboration des profils d'évaluation des risques amélioré ▲ Établissements à risque élevé ou non conformes identifiés dans les 30 jours suivant le signalement ou l'examen ▲ Systèmes de signaux d'alerte précurseurs améliorés ▲ GRE lancée pour les établissements avec un actif supérieur à 250 M\$ ▲ Normes de compétences pour les administrateurs publiées ▲ Capacité interne d'inspection accrue ▲ <p>Gestion des risques</p> <ul style="list-style-type: none"> Placement, dans le programme approprié, de tous les établissements qui remplissent des critères définis ▲ Amélioration de la cote de risque des établissements faisant partie de programmes ▲ Critères de supervision et d'administration révisés ▲ <p>Règlement des faillites</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de stratégies de règlement des faillites ▲ Préservation de la confiance du public ▲ Minimisation des pertes ▲ <p>Remboursements : aux déposants et liquidations</p> <ul style="list-style-type: none"> Remboursements aux déposants en temps opportun ▲ Liquidations finalisées avec exactitude et en temps opportun ▲ Maximisation des recouvrements par l'entremise de procédures judiciaires ▲ 	<ul style="list-style-type: none"> Création d'un nouveau système de signes précurseurs Évaluation élargie des risques du secteur Solidification de la capacité interne d'inspection Établissements à risque élevé ou non conformes identifiés dans les 30 jours suivant le signalement ou l'examen GRE pour tous les établissements assurés 	<ul style="list-style-type: none"> Respect de la réglementation et des normes de saines pratiques commerciales et financières Identification en temps opportun des établissements non conformes et à risque élevé

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	RÉSULTATS DE 2012	INITIATIVES CLÉS PLANIFIÉES POUR 2013-2015	INDICATEURS CLÉS DE RENDEMENT
	<p>Mesures réglementaires</p> <ul style="list-style-type: none"> Publication de lignes directrices ▲ Émission d'ordonnances et approbations au besoin ▲ Respect des normes de service ▲ Webinaires pour la direction et les administrateurs des établissements assurés ▲ Normes de compétence des administrateurs mises en œuvre ▲ Production ou mise à jour des guides d'autoévaluation, du manuel d'examen et des guides de processus ► 	<ul style="list-style-type: none"> Production ou mise à jour des guides d'autoévaluation, du manuel d'examen et des guides de processus Publication de lignes directrices et de notes d'orientation Émission d'ordonnances au besoin Webinaires pour la haute direction et les administrateurs des établissements assurés 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance efficace Compréhension et conformité accrues Mise en application uniforme Normes de service respectées en matière d'approbations réglementaires Processus transparents
<p>SAINTE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE</p> <p>Pour continuer à mériter la confiance des intervenants et du public, la SOAD doit démontrer l'efficience et l'efficacité de sa gouvernance et de sa gestion. Pour ce faire, la SOAD fait preuve d'une saine gouvernance, gère ses risques importants (GRE) et s'assure de la disponibilité des fonds suffisants pour protéger les déposants.</p>	<p>Saine gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> Respect de la Loi, des directives et des politiques ▲ Frais d'exploitation nets de 7,9 M\$ ou 1 M\$ de moins que le montant prévu ▲ Mise en place de stratégies de RH et de TI ▲ Mise en place du rôle d'ombudsman ▲ Audit interne fondé sur le risque ▲ 	<ul style="list-style-type: none"> Respect de la Loi et des politiques Respect de l'ensemble des lois et directives et des politiques de la SOAD Frais d'exploitation nets de 8,8 M\$ Stratégies de RH et de TI en place Bureau de l'ombudsman en place 	<ul style="list-style-type: none"> Atteinte des objectifs de la Société Conformité aux textes législatifs, directives et politiques Atteinte des cibles budgétaires Consolidation du personnel interne Mécanisme de plainte efficace
	<p>Gestion du risque d'entreprise (GRE) efficace</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise à jour et élargissement de la GRE ▲ Mise en œuvre des recommandations d'audit interne ▲ 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour et amélioration continue de la GRE 	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire et gestion de tous les risques importants Intégration de la GRE au plan d'affaires et au budget
	<p>Fonds de réserve d'assurance-dépôts adéquat</p> <ul style="list-style-type: none"> FRAD a atteint 147,5 M\$, soit plus que la cible minimale de 125,2 M\$ pour l'exercice ▲ Mise en place d'une marge de crédit provinciale ▲ Recommandation sur les primes faite au ministre ▲ Publication d'un document de travail sur les révisions proposées au FRAD ▲ 	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de la proposition révisée pour le RPD Définition de la fourchette cible et de la stratégie relatives au FRAD Négociation d'une marge de crédit provinciale appropriée Projection du FRAD à la fin de 2013 : 161 M\$, soit 67 pb des dépôts assurés 	<ul style="list-style-type: none"> Atteinte des cibles minimales du fonds Liquidités suffisantes pour combler les besoins d'assurance et de dissolution Préservation du capital et du taux de rendement des placements

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	RÉSULTATS DE 2012	INITIATIVES CLÉS PLANIFIÉES POUR 2013-2015	INDICATEURS CLÉS DE RENDEMENT
SENSIBILISATION	Site Web complet		
EFFICACE DU PUBLIC ET DES INTERVENANTS	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour continue du site Web Installation du format audio de l'information sur l'assurance-dépôts 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour des questions et réponses à l'intention des consommateurs Mise en place d'un logiciel d'accessibilité 	<ul style="list-style-type: none"> Transparence et accessibilité de toute l'information utile
La SOAD doit veiller à ce que le public et les autres intervenants aient un accès facile à l'information sur l'assurance-dépôts ainsi qu'une lecture claire et transparente du rôle, des normes et des actions de la SOAD.	Ligne d'information sans frais	<ul style="list-style-type: none"> Service d'assistance téléphonique sans frais en place 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien d'un service d'assistance téléphonique bilingue Taux d'utilisation et temps de réponse
	Information à l'intention des consommateurs pour les points de vente	<ul style="list-style-type: none"> Information pour les points de vente offerte dans tous les établissements Guides de consultation rapide pour le personnel au comptoir augmentés 	<ul style="list-style-type: none"> Révision de la brochure d'information Guides de consultation rapide plus complets pour le personnel au comptoir Brochures d'information Autocollants Guides de consultation rapide
	Communications	<ul style="list-style-type: none"> Plan de communication mis en œuvre Réunion annuelle le 19 avril Fréquents communiqués au secteur, perspectives sectorielles, etc. Webinaires donnés en temps opportun sur des sujets d'actualité 2 réunions régionales : celle du conseil et de la direction de la SOAD et celle des intervenants des caisses Rétroaction positive 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie de communication continuellement mise à jour Réunion annuelle Webinaires donnés en temps opportun sur des sujets d'actualité Diffusion d'information sur le secteur en temps opportun Cohérence des messages diffusés par la SOAD Réunions annuelles et régionales efficaces Commentaires des intervenants
SOLIDES PARTENARIATS	Alliances stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> Conclusion de protocoles d'entente avec des partenaires stratégiques Relations de travail efficaces 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien des protocoles d'entente et de relations de travail efficaces Satisfaction des partenaires (intervenants et SOAD) – rétroaction
Pour maximiser son expertise et son influence, la SOAD doit collaborer efficacement avec le gouvernement, les représentants du secteur et des intervenants, et les autres assureurs de dépôts du pays et de l'étranger.	Relations avec les intervenants	<ul style="list-style-type: none"> Processus de consultation sur le régime de primes différentielles, compétences des administrateurs, etc. Comités consultatifs et groupes de travail Réunion annuelle le 19 avril 	<ul style="list-style-type: none"> Comités consultatifs et groupes de travail Consultation sur tous les dossiers importants Réunion annuelle le 11 avril 2 réunions régionales Satisfaction des partenaires (intervenants et SOAD) – rétroaction Sensibilisation à l'égard des dossiers des intervenants et soutien des initiatives de la SOAD

Responsabilité de la direction

La direction de la Société ontarienne d'assurance-dépôts est responsable de l'intégrité et de la fidélité des états financiers figurant dans le rapport annuel. Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Grâce à son système de contrôles comptables internes de haute qualité et peu onéreux, la Société peut, avec un degré raisonnable de certitude, attester l'exactitude et la fiabilité de son information financière, ainsi que la comptabilisation appropriée de ses actifs et passifs et la protection efficace de ses actifs.

Les états financiers ont été examinés par le Comité d'audit et des finances de la Société et approuvés par le Conseil d'administration. En outre, KPMG s.r.l./SEN.C.R.I., les auditeurs, les ont vérifiés et leur rapport figure ci-après.

Le président et chef de la direction,

Andrew (Andy) Poprawa, CA, CPA, C.Dir.

Le chef de l'administration et des finances,

James Maxwell, CRHA, FLMI

Toronto, Canada
Le 20 mars 2013

Rapport des auditeurs indépendants



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Au Conseil d'administration de la Société ontarienne d'assurance-dépôts

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société ontarienne d'assurance-dépôts (« la Société »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2012, et les états des résultats et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts, du résultat global et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des

procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Société portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société ontarienne d'assurance-dépôts au 31 décembre 2012, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts, de son résultat global et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 20 mars 2013

État de la situation financière

(en milliers de dollars)

Notes

Au 31 décembre
2012

Au 31 décembre
2011

Au 1^{er} janvier
2011

ACTIFS

Actifs courants

Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 284 \$	1 710 \$	1 867 \$
Placements	5	119 986	92 294	68 390
Revenu de primes à recevoir		3 050	4 002	3 940
Charges payées d'avance et autres débiteurs		729	1 002	318
Total des actifs courants		126 049	99 008	74 515

Actifs non courants

Placements	5	11 835	-	-
Avances recouvrables au titre de l'assurance-dépôts		22 753	27 333	32 632
Immobilisations corporelles, montant net	7	445	517	1 416
Immobilisations incorporelles, montant net	8	666	795	-
Autres placements	5	641	517	-
Total des actifs non courants		36 340	29 162	34 048
Total des actifs		162 389 \$	128 170 \$	108 563 \$

PASSIES

Passifs courants

Créditeurs et charges à payer	803 \$	649 \$	646 \$
Revenu de primes différé	3 436	4 178	3 893
Total des passifs courants	4 239	4 827	4 539

Passifs non courants

Créditeurs et charges à payer		952	933	941
Avantages du personnel	9	5 275	4 509	3 455
Charges à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts	6	4 768	5 286	5 275
Total des passifs non courants		10 995	10 728	9 671

From the present non-coordinate

Total des passifs

CAPITAUX PROPRES			
Cumul des autres éléments du résultat global	(376)\$	(345)\$	49 \$
Fonds de réserve d'assurance-dépôts	147 531	112 960	94 304
Total des capitaux propres	147 155 \$	112 615 \$	94 353 \$
Total des passifs et des capitaux	162 389 \$	129 479 \$	109 563 \$

Voir les notes afférentes aux états finaux ci-dessus.

Au nom du Conseil d'administration.

Au nom du Conseil d'administration,

État des résultats et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts

(en milliers de dollars)

	<i>Notes</i>	Exercices clos les 31 décembre	
		2012	2011
PRODUITS			
Revenus de primes	4	25 193 \$	24 342 \$
Revenus divers		1 215	865
		26 408	25 207
CHARGES			
Salaires et avantages		6 445	5 970
Charges opérationnelles		2 251	2 703
Recouvrement des charges opérationnelles		(822)	(2 025)
		7 874	6 648
Excédent des produits par rapport aux charges opérationnelles		18 534	18 559
(Recouvrement) provision pour pertes d'assurance, montant net	6	(16 037)	(97)
Excédent des produits par rapport au total des charges		34 571	18 656
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, au début de l'exercice		112 960	94 304
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, à la clôture de l'exercice		147 531 \$	112 960 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

État du résultat global

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercices clos les 31 décembre	
	2012	2011
Excédent des produits par rapport au total des charges	34 571 \$	18 656 \$
<i>Autres éléments du résultat global :</i>		
Profits latents sur des placements		
disponibles à la vente pendant l'exercice	83	42
Profits latents sur des placements disponibles		
à la vente, acquis auprès d'établissements en liquidation pendant l'exercice	75	125
Perte actuarielle au titre des prestations		
rattachées aux avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi pendant l'exercice	(189)	(561)
Total des autres éléments du résultat global	(31)	(394)
Résultat global	34 540 \$	18 262 \$

État du cumul des autres éléments du résultat global

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercices clos les 31 décembre	
	2012	2011
Cumul des autres éléments du résultat global, au début de l'exercice	(345) \$	49 \$
Vente de placements disponibles à la vente inclus dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat global	(91)	(49)
Profits latents sur des placements disponibles à la vente pendant l'exercice	174	91
Profits latents sur des placements disponibles à la vente, acquis auprès d'établissements en liquidation pendant l'exercice	75	125
Perte actuarielle au titre des prestations		
rattachées aux avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi pendant l'exercice	(189)	(561)
Variation nette pendant l'exercice	(31)	(394)
Cumul des autres éléments du résultat global, à la clôture de l'exercice	(376) \$	(345) \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

État de l'évolution des capitaux propres

(en milliers de dollars)

	Perte actuarielle au titre des prestations rattachées aux avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi*	Profits (pertes) latents sur des placements disponibles à la vente*	Fonds de réserve d'assurance-dépôts	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} janvier 2011		- \$ 49 \$	94 304 \$	94 353 \$
Total du résultat global de l'exercice :				
Excédent des produits par rapport aux total des charges			18 656	18 656
Autres éléments du résultat global				
Variation nette de la juste valeur des placements disponibles à la vente		42		42
Variation nette de la juste valeur des placements disponibles à la vente acquis auprès d'établissements en liquidation		125		125
Variation nette de la juste valeur des prestations rattachées aux avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi	(561)			(561)
Total du résultat global de l'exercice	(561)	167	18 656	18 262
Solde au 31 décembre 2011	(561) \$	216 \$	112 960 \$	112 615 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	(561) \$	216 \$	112 960 \$	112 615 \$
Total du résultat global de l'exercice :				
Excédent des produits par rapport au total des charges		-	34 571	34 571
Autres éléments du résultat global :				
Variation nette de la juste valeur des placements disponibles à la vente		83		83
Variation nette de la juste valeur des placements disponibles à la vente acquis auprès d'établissements en liquidation		75		75
Variation nette de la juste valeur des prestations rattachées aux avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi	(189)			(189)
Total du résultat global de l'exercice	(189)	158	34 571	34 540
Solde au 31 décembre 2012	(750) \$	374 \$	147 531 \$	147 155 \$

* Cumul des autres éléments du résultat global

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Tableau des flux de trésorerie

(en milliers de dollars)

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :

Excédent des produits par rapport au total des charges

Ajustements :

(Recouvrement) provision pour pertes d'assurance, montant net	(16 037)	(97)
Perte sur sortie d'immobilisations corporelles	-	1
Profits latents sur des placements disponibles à la vente pendant l'exercice	(31)	(394)
Amortissement des immobilisations corporelles	7 159	189
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 129	107
	18 791	18 462

Variations des éléments suivants :

Revenu de primes à recevoir	952	(62)
Charges payées d'avance et autres débiteurs	273	(684)
Créditeurs et charges à payer	173	(5)
Revenu de primes différé	(742)	285
Avantages du personnel	766	1 054
	1 422	588

Recouvrements nets d'assurance-dépôts

Notes	Exercices clos les 31 décembre	
	2012	2011
	34 571 \$	18 656 \$
	(16 037)	(97)
	-	1
	(31)	(394)
7	159	189
8	129	107
	18 791	18 462

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :

Intérêts reçus	1 043	819
Acquisition de placements	(132 462)	(92 811)
Produit de la vente de placements, montant net	91 768	67 571
Acquisition d'immobilisations corporelles	7 (87)	(95)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8 -	(98)
	(39 738)	(24 614)

Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

	574	(157)
	1 710	1 867

Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début de l'exercice

	2 284 \$	1 710 \$
--	-----------------	----------

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'entendent de la trésorerie et des placements à court terme.

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Notes afférentes aux états financiers Exercice clos le 31 décembre 2012

1. Entité présentant l'information financière

La Société ontarienne d'assurance-dépôts (la « SOAD » ou la « Société »), « entreprise opérationnelle » et agence de la province d'Ontario, poursuit ses activités à titre de société sans capital social, en vertu des dispositions de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions (la « Loi »).

Les objectifs de la Société en vertu de la Loi sont les suivants :

- fournir une assurance contre les pertes totales ou partielles des dépôts auprès des caisses populaires et credit unions;
- promouvoir la stabilité du secteur, et y contribuer en permettant aux caisses populaires et credit unions de livrer une concurrence normale et efficace tout en prenant des risques raisonnables;
- poursuivre les objectifs établis ci-dessus au profit des personnes détenant des dépôts auprès des caisses populaires et credit unions de manière telle à atténuer l'exposition au risque de perte de la Société;
- recueillir, accumuler et publier des statistiques et d'autres renseignements sur les caisses populaires et credit unions au besoin; et
- s'acquitter des fonctions prévues par la Loi ou le Règlement ou de ce qu'elle est tenue de faire ou autorisée à faire conformément à la Loi ou au Règlement; et
- poursuivre tout autre objectif que le ministre précise par écrit ou qui peut être prescrit.

La Loi habilite la Société à exiger des établissements assurés le paiement de primes lui permettant de financer l'assurance-dépôts et de payer ses frais d'administration. Les niveaux de prime sont établis par le règlement d'application de la Loi. Chaque année, la Société analyse la suffisance des niveaux de prime et avise le gouvernement en conséquence.

Le ministère des Finances fournit une marge de crédit à la Société par l'Office ontarien de financement (« OOF ») de 250 millions de dollars qui devrait être reconduite le 31 décembre 2013. Aux termes de la facilité de crédit renouvelable, les intérêts débiteurs sur le solde de tout titre de créance sont imputés à un taux annuel égal au coût des fonds, pour la province, des emprunts à échéance de trois mois, déterminé par l'OOF au moment de l'emprunt, majoré de 0,40 % par année.

2. Base d'établissement

(a) Déclaration de conformité

Les états financiers ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). L'exercice clos le 31 décembre 2012 constitue la deuxième période annuelle de présentation de l'information financière conformément aux IFRS. Ils ont été approuvés par le conseil d'administration le 20 mars 2013.

(b) Base d'évaluation

Les états financiers de la Société ont été établis au coût historique sauf dans le cas des instruments financiers classés comme étant disponibles à la vente, ceux-ci étant évalués à leur juste valeur.

(c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers sont établis en dollars canadiens que la Société utilise comme monnaie fonctionnelle. Toute l'information financière qui y est présentée en dollars canadiens a été arrondie au millier le plus proche.

(d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS oblige la direction à avoir recours à son jugement, à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des conventions comptables et sur le montant déclaré des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent varier de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues régulièrement. Les révisions des estimations comptables sont constatées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par les révisions.

Les principaux éléments pour lesquels la Société a porté des jugements et formulé des hypothèses se trouvent dans la note sur les provisions pour pertes (note 6) et la note sur l'évaluation des obligations au titre des prestations constituées rattachées aux avantages complémentaires de retraite futurs postérieurs à l'emploi (note 9).

3. Résumé des principales méthodes comptables

Pour faciliter la compréhension de ses états financiers, la Société présente ci-dessous un résumé de ses principales méthodes comptables. À moins d'indication contraire,

ces méthodes ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les états financiers.

(a) Revenus de primes

La Société a adopté un régime de primes différentielles fondé sur une classification des risques, qu'elle applique, selon le règlement, aux dépôts assurés détenus par les établissements assurés. Les revenus de primes sont calculés sur la base des déclarations annuelles que les établissements assurés doivent produire 75 jours après la fin de leur exercice. Les revenus de primes sont comptabilisés une fois qu'ils ont été gagnés.

(b) Provision pour pertes

La provision pour pertes couvre les avances d'assurance-dépôts accordées aux établissements assurés mis en liquidation ainsi qu'une charge à payer pour les pertes au sujet desquelles aucune avance n'a été versée à la date de l'état de la situation financière.

Les fonds avancés à l'égard de l'assurance-dépôts et des prêts aux établissements assurés sont à l'origine inscrits au coût. Les avances d'assurance-dépôts recouvrables figurent à l'état de la situation financière, déduction faite des provisions connexes.

La charge à payer pour les demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts comporte à la fois des provisions spécifiques pour pertes et une charge à payer générale pour pertes. Les provisions spécifiques pour pertes à l'égard des dépôts assurés sont estimées par la direction et comptabilisées dans les situations qui, de l'avavis de la direction, sont susceptibles d'entraîner des pertes pour la Société.

La charge à payer générale pour pertes est calculée en fonction de la meilleure estimation que la direction puisse faire des pertes sur les dépôts assurés découlant du risque inhérent aux établissements assurés. La provision est établie en évaluant le risque global au sein des établissements assurés selon les conditions actuelles du marché et la conjoncture, la probabilité de pertes et la prise en compte de l'expérience en matière de pertes subies précédemment. Les conditions économiques futures ne sont pas prévisibles avec certitude et les pertes réelles peuvent varier, peut-être sensiblement, des estimations de la direction. La direction a adopté une nouvelle méthode lui permettant d'évaluer tous les établissements qui présentent la cote de risque la plus élevée selon le système existant de cotation du risque prospectif. Dans le cadre de cette méthode, la Société utilise des itérations et diverses hypothèses importantes comme la probabilité historique de manquement (à

partir du modèle du fonds de réserve d'assurance-dépôts [« FRAD »]) et, dans la mesure du possible, les véritables probabilités de manquement. Le modèle permet également de catégoriser les établissements selon l'importance de leurs actifs et actualise la perte estimative dans la prochaine période de 12 mois. Les résultats du modèle et le niveau de couverture existant sont alors pris en compte, ainsi que le jugement de la direction à l'égard des conditions de l'économie et du marché, pour arriver à déterminer le montant final de la charge à payer générale pour perte.

(c) Avantages du personnel

(i) Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi auquel une entité verse des montants définis, et qui est administré par une entité distincte. L'entité cotisante n'est sous aucune obligation juridique ou implicite d'y verser des montants supplémentaires. La Société offre un régime de retraite à cotisations définies à tous ses employés permanents non contractuels. Elle leur propose aussi des dispositions supplémentaires prévoyant des prestations de retraite dépassant les limites du régime de retraite enregistré. Elle impute aux résultats le coût des prestations de retraite gagnées par les employés pendant que ceux-ci sont à son service. La charge de retraite représente un pourcentage fixe du revenu des employés, plus la contribution de contrepartie jusqu'à un maximum de 4 %. La Société n'assume ni risque actuarial, ni risque d'investissement.

(ii) Régimes à prestations définies

La Société fournit des avantages complémentaires de retraite futurs concernant ses programmes d'assurance maladie, soins dentaires et vie, qu'elle accorde tant aux employés en activité pour lesquels une date d'admissibilité complète a pu être établie qu'aux retraités actuels remplissant les conditions voulues.

La Société inscrit les obligations au titre de ces régimes à mesure que les employés fournissent les services nécessaires pour obtenir les prestations futures et que les avantages sont actualisés à leur valeur actuelle. Elle n'a pas mis d'actifs en réserve pour financer ces avantages. L'obligation au titre des prestations constituées est calculée annuellement par un actuarié compétent selon la méthode de répartition des unités d'avantages projetés au prorata des services. En juin 2011, la norme de l'International Accounting Standards Board (« IASB ») IAS 19 – Avantages du personnel, qui vise les régimes à prestations définies, a été révisée.

Les modifications, qui ont pour effet d'éliminer l'option existante de reporter les gains et pertes actuariels (communément appelée l'approche du corridor), exigent que les écarts découlant de la réévaluation des actifs et obligations au titre d'un régime à prestations définies soient comptabilisées dans leur intégrité dans les autres éléments du résultat global. Elles exigent aussi que l'entité présentent des informations supplémentaires. Les modifications prennent effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur application anticipée est permise.

La Société a choisi d'appliquer la norme IAS 19 révisée à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2012. Pour satisfaire à l'exigence en matière de présentation d'informations comparatives dans les états financiers, la transition à l'approche en autres éléments du résultat global est comptabilisée au 1^{er} janvier 2011. Tous les gains et pertes actuariels ainsi que les coûts pour services passés non comptabilisés sont constatés dans le FRAP à cette date en tant qu'ajustement de transition ponctuel. L'explication de l'incidence de cette transition sur la présentation de l'information concernant la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la Société se trouve à la note 16.

(iii) Autres avantages à long terme

La Société a aussi des obligations à long terme concernant les charges à payer au titre des prestations de maintien en poste de certains employés clés. Les régimes sont conçus pour faire en sorte que le personnel clé reste en poste pendant une période suffisamment longue pour que la Société dispose du temps nécessaire à la planification efficace de la relève. L'acceptation des avantages est volontaire; les probabilités d'acceptation sont estimées à la fin de la période de présentation. Les avantages sont actualisés à leur valeur actuelle s'ils sont payables plus de 12 mois après la période de présentation.

(iv) Avantages à court terme

Les obligations quant aux avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont imputées à l'exercice au cours duquel le service correspondant est fourni. La Société comptabilise les droits à congé annuel rémunéré et non utilisé cumulés à la fin de la période de présentation comme charge à payer dans les avantages à court terme.

(d) Instruments financiers

Les placements de la SOAID sont effectués dans des instruments financiers qui ne sont pas des actifs financiers dérivés et qui sont classés, selon les intentions de la direction, comme étant disponibles à la vente.

Après leur comptabilisation initiale, les placements sont évalués à la juste valeur et les variations à cet égard, autres que les pertes de valeur, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et sont présentées avec les capitaux propres. Lorsqu'un placement est décomptabilisé ou vendu, le cumul du profit ou de la perte comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est transféré à l'état des résultats.

(e) Immobilisations corporelles

(i) Comptabilisation et évaluation

Les éléments des immobilisations corporelles sont évalués au coût déduction faite du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition des actifs et tout autre coût directement attribuable à leur mise en état pour permettre leur exploitation de la manière prévue, notamment l'inclusion des coûts d'emprunt des actifs admissibles dont la date de début de la capitalisation est le 1^{er} janvier 2010 ou postérieure à cette date. Les logiciels achetés qui font partie intégrante des fonctionnalités du matériel afférent sont inscrits à l'actif comme composants de cet équipement. Si les composantes d'une immobilisation corporelle ont une durée d'utilité différente, elles sont comptabilisées comme des immobilisations corporelles distinctes.

Les profits ou les pertes résultant de sorties d'immobilisations corporelles représentent l'écart entre le produit de la sortie et la valeur comptable et ils sont comptabilisés au montant net à titre de revenus divers dans les résultats. Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revues et modifiées le cas échéant à chaque clôture d'exercice.

(ii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, c'est-à-dire le coût d'un actif moins sa valeur résiduelle, s'il en est. L'amortissement du mobilier et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif, au taux annuel de 20 %. Les ordinateurs ainsi que les logiciels et le matériel connexes sont amortis sur une période de trois ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

(f) Immobilisations incorporelles

Le logiciel Web qui a été créé par le personnel de la Société aux fins de dépôt électronique des données financières par les établissements assurés est inscrit à titre d'immobilisation incorporelle. Les charges capitalisées

comprennent les coûts directs d'un logiciel spécialisé et sous licence ainsi que toute dépense directement attribuable aux coûts de main-d'œuvre se rapportant à la préparation de cet outil en vue de l'utilisation envisagée. Les dépenses ultérieures ne sont uniquement inscrites à l'actif que si elles débouchent sur une augmentation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif auquel elles se rapportent. Les frais de développement capitalisés sont évalués au coût moins le cumul de l'amortissement et de tout cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé dans l'état des résultats selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimative de sept (7) ans à compter de la date à laquelle ils sont prêts à être mis en service.

(g) Paiements de location

Les versements effectués conformément aux modalités du contrat de location simple sont comptabilisés dans l'état des résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Les avantages reçus sont comptabilisés comme partie intégrante du total des charges locatives sur la durée du contrat de location.

(h) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans l'état des résultats, sauf dans la mesure où ils se rapportent à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année d'après les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. L'impôt différé est calculé aux taux d'imposition qui vraisemblablement s'appliqueront aux différences temporelles lorsqu'elles s'inverseront, selon les lois en vigueur ou quasi en vigueur à la date de clôture. Les actifs et les passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt exigible, et si les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la

même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et des crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et ils sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

4. Revenu de primes

(en milliers \$)	2012	2011
25 193 \$	24 342 \$	

Les primes différentielles sont calculées, d'une part, d'après le montant total des dépôts assurés détenus par les établissements assurés à la fin de leur exercice et, d'autre part, elles sont déterminées en fonction d'un éventail de critères de risques gradés d'après un barème dont l'application produit une cote de risque. Ainsi, plus le nombre de points obtenu par un établissement est élevé, plus son taux de prime est faible. Les taux en vigueur (par 1 000 \$ de dépôts assurés) s'établissent comme suit:

Catégorie	Points	Taux
1	85	1,00 \$
2	70-84	1,15 \$
3	55-69	1,40 \$
4	40-54	1,75 \$
5	<40	3,00 \$

Au 31 décembre 2012, la SOAD affiche des revenus de primes différés de 3 436 000 \$ (4 178 000 \$ en 2011), qui représentent le solde des primes au pro rata des établissements assurés dont l'exercice chevauche la clôture de l'exercice de la Société.

5. Placements

	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Montant (en milliers \$)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance	Montant (en milliers \$)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance
Bons du Trésor du Canada et d'Ontario	57 850 \$	0,98 %	88	54 150 \$	0,82 %	89
Acceptations bancaires / Billets de dépôt bancaires	55 434	1,08 %	25	38 144	1,06 %	23
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	6 702	1,01 %	15	-	-	-
Total des placements courants	119 986 \$	1,00 %	55	92 294 \$	0,85 %	62
Obligations gouvernementales échelonnées	11 835 \$	1,34 %	616	-	-	-
Total - Placements non courants	11 835 \$	1,34 %	616	-	-	-
Actions de catégorie B de la coopérative CUOC (acquises auprès d'établissements en liquidation)	641 \$	-	-	517 \$	-	-
Total - Autres placements non courants	641 \$	-	-	517 \$	-	-

Les placements courants et non courants sont classés comme étant disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur. Les profits et les pertes latents sont comptabilisés dans l'état du cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient vendus.

Au 31 décembre 2012, les placements courants, très liquides, ont un rendement moyen pondéré de 1,00 % (0,85 % en 2011). Les placements non courants sont constitués d'obligations gouvernementales échelonnées dont la durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance est supérieure à un an. Le rendement moyen pondéré de ces placements au 31 décembre 2012 était de 1,34 %. La Société a confié à l'POOF la gestion de son portefeuille de placements. La composition des placements de la Société est le reflet de ses obligations potentielles en matière d'assurance, et elle est structurée de manière à respecter les exigences aussi bien de la Loi de l'impôt sur le revenu que de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions et du Règlement 237/09.

Pendant l'exercice, la SOAID a souscrit la valeur comptable de 49 000 \$ (393 000 \$ en 2011) des actions de catégorie B de la coopérative CUOC que quelques établissements mis en liquidation détenaient en vue de

faciliter la réduction progressive et ordonnée des activités de ces établissements

Hiérarchie des justes valeurs :

La Société a recours à une hiérarchie des justes valeurs pour le classement des données utilisées dans les techniques d'évaluation de la juste valeur. Au 31 décembre 2012, tous les instruments financiers de la Société avaient été évalués comme suit:

Actifs financiers disponibles à la vente:

(en milliers \$)	2012	2011
Niveau 1	131 821 \$	92 294 \$
Niveau 2	641 \$	517 \$
Niveau 3	-	-
Total	132 462 \$	92 811 \$

Les niveaux ont été définis comme suit:

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour des actifs ou des passifs, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables (données non observables) pour des actifs ou des passifs.

6. Charge à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts

La provision pour pertes comprend des provisions spécifiques à l'égard de pertes connues ou probables de certains établissements assurés ne paraissant pas dans leurs états financiers et une charge à payer générale pour pertes non identifiées auprès d'établissements particuliers. La fraction de la provision pour pertes comptabilisées au cours de l'exercice à l'étude et des exercices précédents, mais que la Société n'a pas encore eu à verser, figure dans les passifs à l'état de la situation financière sous « Charge à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts ».

Lorsque les fonds avancés concernant les demandes d'indemnisation à l'égard de dépôts assurés dépassent l'estimation de la provision pour pertes à la fin de la période de présentation, le solde figure dans les actifs à l'état de la situation financière sous « Avances recouvrables au titre de l'assurance-dépôts ».

	2012 (en milliers \$)	2011 (en milliers \$)
Charge à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts, au début de l'exercice	5 286 \$	5 275 \$
Ajouter :		
Augmentation de la charge à payer pour pertes de l'exercice courant (Recouvrement) de la provision pour pertes d'assurance de l'exercice antérieur (Recouvrement) /provision pour pertes d'assurance de l'exercice, montant net (Diminution) des avances recouvrables au titre de l'assurance-dépôts, montant net Recouvrements au titre de l'assurance-dépôts, montant net	1 532 (17 569) (16 037) (4 580) 20 099	1 100 (1 197) (97) (5 299) 5 407
Charge à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts, à la clôture de l'exercice	4 768 \$	5 286 \$

Pendant l'exercice 2012, la Société a réussi à régler quelques demandes d'indemnisation contre des tiers, ce qui a donné lieu à des recouvrements de pertes d'exercices antérieurs. Étant donné que la SOAD ne comptabilise pas les recouvrements de pertes potentielles tant qu'ils ne sont pas réalisés, ces recouvrements ont pour effet d'augmenter l'excédent des produits par rapport au total des charges pour l'exercice ainsi que le fonds de réserve d'assurance-dépôts.

Les provisions spécifiques pour pertes à l'égard des dépôts assurés sont estimées par la direction et comptabilisées dans les situations qui, de l'avis de la direction, sont susceptibles d'entraîner des pertes pour la Société. La charge à payer générale pour pertes comprise dans « Charges à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts » s'élève à 3 500 000 \$ au 31 décembre 2012 (5 000 000 \$ en 2011) et elle est calculée conformément à la méthodologie décrite à la note 3 (b).

7. Immobilisations corporelles

(en milliers \$)	Mobilier et agencements	Matériel de bureau	Ordinateurs et matériel connexe	Logiciels	Améliorations locatives	Total
Coût ou coût présumé						
Solde au 1 ^{er} janvier 2011	486 \$	72 \$	1 919 \$	1 515 \$	499 \$	4 491 \$
Entrées	31	3	53	8	-	95
Sorties	(1)	-	(36)	-	-	(37)
Transfert aux immobilisations incorporelles	-	-	-	(804)	-	(804)
Solde au 31 décembre 2011	516 \$	75 \$	1 936 \$	719 \$	499 \$	3 745 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	516 \$	75 \$	1 936 \$	719 \$	499 \$	3 745 \$
Entrées	8	6	43	12	18	87
Sorties	-	-	(32)	-	-	(32)
Solde au 31 décembre 2012	524 \$	81 \$	1 947 \$	731 \$	517 \$	3 800 \$
Amortissement						
Solde au 1 ^{er} janvier 2011	395 \$	67 \$	1 795 \$	648 \$	170 \$	3 075 \$
Amortissement pour l'exercice	22	2	71	44	50	189
Sorties	(1)	-	(35)	-	-	(36)
Solde au 31 décembre 2011	416 \$	69 \$	1 831 \$	692 \$	220 \$	3 228 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	416 \$	69 \$	1 831 \$	692 \$	220 \$	3 228 \$
Amortissement pour l'exercice	21	2	64	22	50	159
Sorties	-	-	(32)	-	-	(32)
Solde au 31 décembre 2012	437 \$	71 \$	1 863 \$	714 \$	270 \$	3 355 \$
Valeur comptable						
Au 1 ^{er} janvier 2011	91 \$	5 \$	124 \$	867 \$	329 \$	1 416 \$
Au 31 décembre 2011	100 \$	6 \$	105 \$	27 \$	279 \$	517 \$
Au 31 décembre 2012	88 \$	12 \$	81 \$	18 \$	246 \$	445 \$

8. Immobilisations incorporelles

(en milliers \$)	Frais de développement
Coût	
Solde au 1 ^{er} janvier 2011	- \$
Virement des TEC - logiciels	804
Entrées	98
Solde au 31 décembre 2011	902 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	902 \$
Entrées	-
Sorties	-
Solde au 31 décembre 2012	902 \$
Amortissement	
Solde au 1 ^{er} janvier 2011	- \$
Amortissement pour l'exercice	107
Solde au 31 décembre 2011	107 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	107 \$
Amortissement pour l'exercice	129
Solde au 31 décembre 2012	236 \$
Valeur comptable	
Au 1 ^{er} janvier 2011	- \$
Au 31 janvier 2011	795
Au 31 décembre 2012	666 \$

La valeur comptable des immobilisations incorporelles représente le projet de nouveau logiciel Web développé à l'interne. Le nouveau système de dépôt électronique a été lancé avec succès le 1^{er} février 2011.

9. Avantages du personnel

(i) Régime de retraite

La Société offre un régime à cotisations définies de pension à tous les membres du personnel admissibles. En outre la SOAD comptabilise des avantages à un régime complémentaire de retraite et à un régime de retraite auxiliaire (tous les deux non enregistrés). Le régime complémentaire de retraite prévoit les mêmes avantages que le régime enregistré sur cette portion de revenu d'un membre du personnel au-delà des limites de régimes enregistrés. Le régime auxiliaire de retraite prévoit un montant de cotisation supplémentaire défini pour le chef de la direction sur son salaire de base. La charge de retraite totale de la Société imputée à l'état des résultats en 2012 a été de 583 000 \$ (418 000 \$ en 2011). Le total des prestations de retraite constituées au 31 décembre 2012 s'est élevé à 1 312 000 \$ (1 185 000 \$ en 2011).

(ii) Prestations constituées rattachées aux avantages complémentaires de retraite futurs postérieurs à l'emploi

La Société a adopté l'IAS 19 révisée (juin 2011) le 1^{er} janvier 2012. Étant donné l'exigence de fournir des

informations comparatives, un ajustement transitoire a été effectué aux capitaux propres en date du 1^{er} janvier 2011 de sorte que la présentation des soldes de l'exercice selon la norme IAS 19 correspondent aux exigences de la norme IAS 19 révisée. Le rapprochement avec l'IAS 19 révisée et l'incidence de la transition sont présentés à la note 16 des états financiers.

La Société constate la valeur actuelle des prestations rattachées aux avantages complémentaires de retraite futurs postérieurs à l'emploi. L'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre 2012, établie sur une base actuarielle, s'est élevée à 2 997 000 \$ (2 655 000 \$ en 2011). Le coût annuel des prestations, y compris le coût des services rendus et le coût financier est de 212 000 \$ (150 000 \$ en 2011). La dernière mise à jour de l'évaluation actuarielle du régime de la Société a été effectuée au 31 décembre 2011.

Les hypothèses ayant servi à l'évaluation actuarielle des obligations au titre des avantages futurs sont les suivantes : un taux d'intérêt de 4,0 % (4,5 % en 2011), un taux d'augmentation des salaires de 3,5 % (3,5 % en 2011), et un taux tendanciel moyen pondéré initial d'accroissement des frais médicaux et dentaires de 5,90 % (5,75 % en 2011) qui baissera graduellement pour atteindre un taux annuel de 4,5 % d'ici 2032. La Société évalue ses obligations au titre des prestations constituées le 31 décembre.

Variation des obligations au titre des avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi (en milliers \$)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Obligations au titre des prestations au début de l'exercice	2 655 \$	1 989 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	95	38
Coût financier	117	112
Prestations versées	(59)	(45)
Réévaluation de l'incidence des variations dans les hypothèses incluses aux autres éléments du résultat global	189	561
Obligations au titre des prestations à la fin de l'exercice	2 997 \$	2 655 \$
Analyse de sensibilité : (en milliers \$)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
1. Taux d'actualisation		
a. Taux d'actualisation -25 pb	3 124 \$	s.o.
b. Taux d'actualisation +25 pb	2 877 \$	s.o.
2. Taux d'inflation lié aux soins de santé		
a. Taux d'inflation -100 pb		
(i) effet sur les obligations au titre des prestations	2 572 \$	2 315 \$
(ii) effet sur le coût au titre des services passés majorés du coût financier	176 \$	124 \$
b. Taux d'inflation lié aux soins de santé +100 pb		
(i) effet sur les obligations au titre des prestations	3 539 \$	3 084 \$
(ii) effet sur le coût au titre des services passés majorés du coût financier	262 \$	186 \$

En outre, La Société a mis en place un plan de maintien en poste des ressources humaines pour les principaux membres de son personnel de gestion afin d'assurer la planification efficace de la transition et de la relève. Les charges à payer au titre des prestations de maintien en poste ont totalisé 966 000 \$ au 31 décembre 2012 (669 000 \$ en 2011).

Sommaire du passif au titre des avantages du personnel (non-courants) :

(en milliers \$)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Prestations de retraite du personnel	1 312 \$	1 185 \$
Prestations constituées du personnel rattachées aux avantages complémentaires de retraite futurs postérieurs à l'emploi	2 997	2 655
Prestations de maintien en poste pour les principaux membres du personnel de gestion	966	669
Total	5 275 \$	4 509 \$

10. Contrats de location simple

Les paiements de loyer annuel au titre du contrat non résiliable de location simple de la Société se résument comme suit :

(en milliers \$)	2012	2011
Moins de 1 an	-	-
Entre 1 et 5 ans	310 \$	118 \$
Plus de 5 ans	-	188 \$

La Société est tenue de payer l'impôt foncier et les frais d'entretien des aires communes pour les locaux visés par le contrat de location simple, qui s'élèvent à l'heure actuelle à environ 325 000 \$ par année.

11. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt présentée à l'état des résultats se présente comme suit :

Comptabilisation du taux d'impôt effectif

(en milliers \$)	2012	2011
Bénéfice avant l'impôt sur le résultat	34 571 \$	18 656 \$
Impôt sur le résultat selon le taux combiné prévu par la loi de 26,5 % (28,25 % en 2011)	9 161	5 270
Bénéfice non inclus à des fins fiscales	(11 125)	(7 444)
Pertes de l'exercice en cours pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé	1 652	1 925
Autres, montant net	312	249
Charge (recouvrement)	- \$	- \$

Actifs et passifs d'impôt différé

Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des éléments suivants :

(en milliers \$)	2012	2011
Differences temporelles déductibles	3 440 \$	3 030 \$
Avantage fiscal lié au report en avant de pertes	9 275	7 026
	12 715 \$	10 056 \$

Les pertes fiscales expirent à compter de 2014. Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre de ces éléments, car il n'est pas probable que la Société disposera de bénéfices imposables futurs auxquels elle pourra imputer les avantages.

12. Parties liées

Transactions avec les principaux membres du personnel de gestion

Rémunération des administrateurs et des principaux membres du personnel de gestion

Au cours de l'exercice, les administrateurs ont touché une rémunération globale de 127 000 \$ (154 000 \$ en 2011). Le total des frais des administrateurs était de 62 000 \$ (83 000 \$ en 2011). La rémunération du président du conseil s'élève à un minimum de 2 000 \$ par mois, qui comprend un tarif journalier de 500 \$. Le tarif journalier pour tous les autres membres du conseil s'établit à 400 \$ (400 \$ en 2011) et ceux-ci reçoivent des honoraires payés d'avance de 3 500 \$ par an.

Conformément à la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*, la SOAD publie le nom, le titre, la rémunération et les avantages imposables de tous les employés qui ont gagné 100 000 \$ ou plus en 2012. Ces données se trouvent sur le site Web du ministère des Finances à l'adresse www.fin.gov.on.ca/fr/publications/salarydisclosure.

Outre la rémunération, la Société a mis en place un régime de maintien en poste des ressources humaines pour les principaux membres de son personnel de gestion afin d'assurer la planification efficace de la transition et de la relève. Les modalités du régime varient selon les personnes et l'acceptation par celles-ci est volontaire. Les autres avantages se composent des cotisations de la SOAD au régime de retraite et aux avantages complémentaires futurs auxquels tous les employés de la Société ont droit de participer lorsqu'ils satisfont aux critères d'admissibilité.

La rémunération des principaux membres du personnel comprend ce qui suit :

(en milliers \$)	2012	2011
Avantages à court terme	55 \$	61 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	167	155
Autres avantages à long terme	275	236
Total	497 \$	452 \$

13. Éventualités

La Société gère diverses actions en justice qui sont intentées dans le cours normal de ses activités quand elle agit à titre d'administratrice ou de liquidatrice d'une caisse populaire ou credit union. À la fin de 2012, il n'y avait pas d'actions en justice intentées par des tiers envers la Société. Par conséquent, aucune provision n'a été établie dans les présents états financiers.

14. Risques découlant des instruments financiers

(a) Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de pertes financières que la Société subirait si un client ou une contrepartie à un instrument financier manquait à ses obligations contractuelles, et il découle principalement des titres de placement de la Société. Celle-ci réduit au minimum son risque de crédit en investissant dans des instruments financiers de qualité supérieure et en limitant le montant engagé auprès d'une seule contrepartie. Tous les placements dans le FRAID sont limités à ceux qu'autorisent les lois en vigueur, selon les conditions établies dans le contrat avec l'Office ontarien de financement concernant la marge de crédit et ils sont assujettis à toutes les limites établies par la politique de placement de la Société. La Société constitue une provision pour créances douteuses qui correspond à son estimation des pertes d'assurance-dépôts des établissements assurés. Les principales composantes de la provision sont une provision spécifique pour les expositions particulières importantes de même qu'une provision générale établie à l'égard de pertes déjà subies, mais non encore déterminées. La provision générale est calculée sur la base de données statistiques historiques relatives aux paiements effectués à l'égard d'actifs financiers comparables.

(b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société soit incapable de satisfaire à ses obligations financières envers les déposants à mesure qu'elles viennent à échéance. La méthode de gestion des liquidités pratiquée par la Société lui prescrit de veiller, autant que faire se

peut, à ce qu'elle dispose en tout temps de liquidités suffisantes pour rembourser les créances à échéance, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles, sans subir de pertes inacceptables ou entacher sa réputation.

Le plus souvent, la Société fait le nécessaire pour que son solde de trésorerie soit suffisant pour acquitter les charges d'exploitation prévues pendant 90 jours, y compris le coût du service de ses obligations financières, s'il en est. Les charges d'exploitation n'englobent pas les conséquences possibles de circonstances extrêmes qui ne peuvent être prévues raisonnablement, par exemple les catastrophes naturelles. La Société peut en outre compter sur une marge de crédit, approuvée par le ministre des Finances, soit une somme de 250 millions de dollars sur laquelle elle peut effectuer des prélèvements pour disposer de liquidités à titre d'assureur des dépôts des établissements assurés dans la province d'Ontario. Les modalités de la marge de crédit exigent que la SOAD liquide ses placements dans le FRAID avant de pouvoir emprunter une somme supérieure à 20 millions de dollars. Cette facilité est en vigueur du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2013. Les intérêts sur les prélèvements sont calculés au taux annuel égal au coût des emprunts à trois mois contractés par la province, plus 0,40 %, tel qu'il est déterminé par l'OOI au début de chaque trimestre.

(c) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la variation des prix de marché, par exemple les taux de change, les taux d'intérêt et le cours des actions, nuise aux bénéfices ou à la valeur des portefeuilles d'instruments financiers. La Société n'effectue aucune opération sur devises. Son principal objectif de placement consiste à préserver son capital et à réunir les liquidités nécessaires pour acquitter les demandes d'indemnisation et les frais d'exploitation permanents.

(d) Analyse de sensibilité de la juste valeur des instruments à taux fixe

La Société comptabilise ses actifs financiers à taux fixe comme s'ils étaient disponibles à la vente. Par conséquent, une variation des taux d'intérêt à la date de déclaration ne se répercute pas sur le résultat net pour ce qui est des instruments à taux fixe. Une variation des taux d'intérêt de 1 % aurait entraîné une augmentation ou une diminution des capitaux propres de 1 239 000 \$ (793 000 \$ en 2011).

(e) Gestion du capital

Le conseil d'administration a pour principe d'améliorer la solidité financière du secteur des caisses populaires et credit unions. Au 31 décembre 2012, la Société disposait d'un FRAD de 147,5 millions de dollars, soit 64 pb des dépôts assurés du secteur. Précisons que la SOAD vise à ce que son FRAD se situe dans la fourchette cible de 56 à 68 pb du total des dépôts assurés. La Société s'engage à mener le fonds à la cible établie de sorte qu'elle dispose des moyens suffisants pour satisfaire à ses obligations envers les déposants.

15. Information à fournir sur la juste valeur

La juste valeur des actifs et des passifs financiers, comprenant la trésorerie et équivalents de trésorerie, le revenu de primes à recevoir, les créateurs et charges à payer ainsi que les avantages du personnel, se rapproche de la valeur comptable. La juste valeur de la charge à payer pour les indemnités d'assurance-dépôts n'a pas été déterminée, puisqu'il n'est pas possible de le faire de façon suffisamment fiable.

16. Explication de l'adoption de l'IAS 19 révisée – Avantages du personnel

Comme l'indique la note 3 (c)(ii), la Société a choisi d'appliquer la norme IAS 19 révisée par anticipation à compter du 1^{er} janvier 2012. Les changements comptables concernant les avantages complémentaires de retraite ont été appliqués dans la préparation des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et dans les informations comparatives présentées dans ces états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 ainsi que dans la préparation de l'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2011.

La Société a ajusté les montants présentés dans les états financiers avant l'adoption de la norme IAS 19 révisée. Les tableaux qui suivent et les notes complémentaires expliquent l'incidence de la transition sur la situation financière et la performance financière de la Société.

Explication de l'adoption de l'IAS 19 révisée en ce qui a trait aux prestations rattachées aux avantages complémentaires de retraite postérieurs à l'emploi

Rapprochement des capitaux propres

(en milliers \$)	1 ^{er} janvier 2011		Après retraitement	31 décembre 2011		Après retraitement		
	Présenté antérieurement	Incidence de la transition à l'IAS 19 révisée		Présenté antérieurement	Incidence de la transition à l'IAS 19 révisée			
ACTIFS								
Actifs courants								
Tresorerie et équivalents de trésorerie	1 867 \$	-	1 867 \$	1 710 \$	-	1 710 \$		
Placements	68 390	-	68 390	92 294	-	92 294		
Revenu de primes à recevoir	3 940	-	3 940	4 002	-	4 002		
Charges payées d'avance et autres débiteurs	318	-	318	1 002	-	1 002		
Total des actifs courants	74 515	-	74 515	99 008	-	99 008		
Actifs non courants								
Avances recouvrables au titre de l'assurance-dépôts	32 632	-	32 632	27 333	-	27 333		
Immobilisations corporelles, montant net	1 416	-	1 416	517	-	517		
Immobilisations incorporelles, montant net	-	-	-	795	-	795		
Autres placements	-	-	-	517	-	517		
Total des actifs non courants	34 048	-	34 048	29 162	-	29 162		
Total des actifs	108 563 \$	-	108 563 \$	128 170 \$	-	128 170 \$		
PASSIFS								
Passifs courants								
Créditeurs et charges à payer	646 \$	-	646 \$	649 \$	-	649 \$		
Revenu de primes différé	3 893	-	3 893	4 178	-	4 178		
Total des passifs courants	4 539	-	4 539	4 827	-	4 827		
Passifs non courants								
Créditeurs et charges à payer	941	-	941	933	-	933		
Avantages du personnel	3 206	249	3 455	3 704	805	4 509		
Charge à payer pour demandes d'indemnisation d'assurance-dépôts	5 275	-	5 275	5 286	-	5 286		
Total des passifs non courants	9 422	249	9 671	9 923	805	10 728		
Total des passifs	13 961 \$	249 \$	14 210 \$	14 750 \$	805 \$	15 555 \$		
CAPITAUX PROPRES								
Cumul des autres éléments du résultat global	49 \$	-	49 \$	216 \$	(561) \$	(345) \$		
Fonds de réserve d'assurance-dépôts	94 553	(249)	94 304	113 204	(244)	112 960		
Total des capitaux propres	94 602 \$	(249) \$	94 353 \$	113 420 \$	(805) \$	112 615 \$		
Total des passifs et des capitaux propres	108 563 \$	-	108 563 \$	128 170 \$	-	128 170 \$		

Rapprochement de l'état des résultats et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(en milliers \$)	Présenté antérieurement	Incidence de la transition à l'IAS 19 révisée	Après retraitement
Produits			
Revenus de primes	24 342 \$	- \$	24 342 \$
Revenus divers	865	-	865
	25 207	-	25 207
Charges			
Salaires et avantages	5 975	(5)	5 970
Charges opérationnelles	2 804	-	2 703
Recouvrement des charges opérationnelles	(2 126)	-	(2 025) \$
	6 653	(5)	6 648
Excedent des produits par rapport aux charges opérationnelles	18 554	5	18 559
(Recouvrement) provision pour pertes	(97)	-	(97)
Excedent des produits par rapport au total des charges	18 651	5	18 656
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, au début de l'exercice	94 553	(249)	94 304
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, à la clôture de l'exercice	113 204 \$	(244) \$	112 960 \$

Rapprochement de l'état du résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(en milliers \$)	Présenté antérieurement	Incidence de la transition à l'IAS 19 révisée	Après retraitement
Excéder des produits par rapport au total des charges	18 651 \$	- \$	18 656 \$
Autres éléments du résultat global :			
Profits latents sur des placements disponibles à la vente	42	-	42
Profits latents sur des placements disponibles à la vente acquis auprès d'établissements en liquidation	125	-	125
Perte actuarielle découlant des régimes de retraite complémentaires à prestations définies postérieures à l'emploi	-	(561)	(561)
Autres éléments du résultat global	167	(561)	(394)
Résultat global	18 818 \$	(561) \$	18 262 \$

Etat du cumul des autres éléments du résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 (en milliers \$)

Cumul des autres éléments du résultat global, au début de l'exercice	49 \$	- \$	49 \$
Vente de placements disponibles à la vente inclus dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat global	(49)	-	(49)
Profits latents sur des placements disponibles à la vente	91	-	91
Profits latents sur des placements disponibles à la vente provenant d'établissements en liquidation	125	-	125
Perte actuarielle découlant des régimes de retraite complémentaires à prestations définies postérieures à l'emploi	-	(561)	(561)
Variation nette au cours de l'exercice	167	(561)	(394)
Cumul des autres éléments du résultat global, à la clôture de l'exercice	216 \$	(561) \$	(345) \$

**Explication de l'adoption de la norme IAS 19 révisée –
Avantages du personnel**

Notes complémentaires aux rapprochements

Avantages du personnel – régime complémentaire de retraite postérieur à l'emploi (assurance maladie, de soins dentaires et vie)

Avant le 1^{er} janvier 2012, la méthode comptable de la SOAD consistait à comptabiliser les gains et les pertes actuariels à l'aide de la méthode dite du corridor de 10 % selon laquelle les gains et les pertes qui sont à l'extérieur de la cible de 10 % ont été amortis sur la durée de service moyenne attendue restante des employés actifs (c.-à-d. 11 ans). La charge au titre des avantages était systématiquement et progressivement comptabilisée dans l'état des résultats. À la date de transition aux IFRS, le 1^{er} janvier 2010, le cumul des gains et des pertes actuariels non comptabilisés antérieurement devait être comptabilisé dans le FRAD.

Le 1^{er} janvier 2012, la Société a adopté par anticipation PIAS 19 révisée qui élimine la méthode dite du corridor comme manière de comptabiliser les gains et les pertes. Cette norme exige que tous les gains et pertes actuariels de l'exercice soient comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ainsi que les coûts financiers nets connexes du régime doivent être comptabilisés dans le résultat net.

D'après le calcul de Mercer (Canada), au 1^{er} janvier 2011, la charge imputée au FRAD en raison de l'application rétrospective de PIAS 19 révisée s'élevait à 249 000 \$, ce qui a fait passer les obligations du régime à 1 989 000 \$. Au 31 décembre 2011, les obligations du régime étaient évaluées à 2 655 000 \$, ce qui a nécessité un ajustement d'une autre perte actuarielle non comptabilisée de 561 000 \$ devant être constatée dans les autres éléments du résultat global et une réduction des charges de 5 000 \$ pour l'exercice 2011.

Les répercussions en bref :

État de la situation financière (en milliers \$)	1 ^{er} janvier 2011	31 décembre 2011
Augmentation des avantages constitués futurs accumulés autres que les pensions	(249) \$	-
Diminution des coûts au titre des services / coût financier	-	5 \$
(Diminution) augmentation du FRAD	(249) \$	5 \$

État du cumul des autres éléments du résultat global	1 ^{er} janvier 2011	31 décembre 2011
Augmentation des pertes actuarielles liées aux avantages futurs autres que les pensions	- \$	(561) \$

Établissements assurés par la Société ontarienne d'assurance-dépôts

au 31 décembre 2012

CREDIT UNIONS (110)

Adjala Credit Union Limited
Airline Financial Credit Union Limited
All Trans Financial Services Credit Union Limited
Alterna Savings and Credit Union Limited
APPLE Community Credit Union Limited
Arnstein Community Credit Union Limited
Auto Workers Community Credit Union Limited
Bay Credit Union Limited
Bayshore Credit Union Ltd.
Boomerang Credit Union Limited
Buduchnist Credit Union Limited
C.N. (London) Credit Union Limited
CCB Employees' Credit Union Limited
City Savings & Credit Union Limited
Communication Technologies Credit Union Limited
Community First Credit Union Limited
Copperfin Credit Union Limited
Creative Arts Savings & Credit Union Limited
DUCA Financial Services Credit Union Ltd.
Dundalk District Credit Union Limited
Dunnville and District Credit Union Limited
Durham Educational Employees' Credit Union Limited
Education Credit Union Limited
Energy Credit Union Limited (The)
Equity Credit Union Inc.
Espanola & District Credit Union Limited
Estonian (Toronto) Credit Union Limited
Federal Employees (Kingston) Credit Union Limited
Finnish Credit Union Limited
Fire Department Employees Credit Union Limited (The)
FirstOntario Credit Union Limited
Fort Erie Community Credit Union Limited
Fort York Community Credit Union Limited
Frontline Financial Credit Union Limited
G.S.W. (Fergus) Credit Union Limited
Ganaraska Credit Union Limited
Goderich Community Credit Union Limited
Golden Horseshoe Credit Union Limited
Hald - Nor Community Credit Union Limited
Hamilton Municipal Employees' Credit Union Limited
Hamilton Teachers' Credit Union Limited
Health Care Credit Union Limited
Heritage Savings & Credit Union Inc.
Italian Canadian Savings & Credit Union Limited

Kawartha Credit Union Limited
Kellogg Employees Credit Union Limited
Kingston Community Credit Union Limited
Korean (Toronto) Credit Union Limited
Korean Catholic Church Credit Union Limited
Krek Slovenian Credit Union Limited
L.I.U.N.A. Local 183 Credit Union Limited
Lambton Financial Credit Union Limited
Latvian Credit Union Limited
Libro Credit Union Limited
London Fire Fighters' Credit Union Limited
Luminus Financial Services & Credit Union Limited
Member Savings Credit Union Limited
MemberOne Credit Union Limited
Mennonite Savings and Credit Union (Ontario) Limited
Meridian Credit Union Limited
Miracle Credit Union Limited
Momentum Credit Union Limited
Motor City Community Credit Union Limited
Municipal Employees (Chatham) Credit Union Limited
Northern Credit Union Limited
Northern Lights Credit Union Limited
Northridge Savings Credit Union Limited
ONR Employees' (North Bay) Credit Union Limited
Ontario Civil Service Credit Union Limited
Ontario Educational Credit Union Limited
Ontario Provincial Police Association Credit Union Ltd.Oshawa
Community Credit Union Limited
Ottawa Police Credit Union Limited
Ottawa Women's Credit Union Limited
Pace Savings & Credit Union Limited
Parama Lithuanian Credit Union Limited
Pedeco (Brockville) Credit Union Limited
PenFinancial Credit Union Limited
Peoples Credit Union Limited
Peterborough Community Credit Union Limited
Police Credit Union Limited (The)
Prosperity One Credit Union Limited
Provincial Alliance Credit Union Limited
QuintEssential Credit Union Limited
Resurrection Credit Union Limited
Rochdale Credit Union Limited
Saugeen Community Credit Union Limited
Slovenia Parishes (Toronto) Credit Union Limited
Smiths Falls Community Credit Union Limited

Southwest Regional Credit Union Limited
St. Stanislaus-St. Casimir's Polish Parishes Credit Union Limited
State Farm (Toronto) Credit Union Limited
Sudbury Credit Union Limited
Superior Credit Union Limited
Sydenham Community Credit Union Limited
Taiwanese - Canadian Toronto Credit Union Limited
Talka Credit Union Limited
Thamesville Community Credit Union Limited
Thorold Community Credit Union Limited
Toronto Catholic School Board Employees Credit Union Limited
Toronto Municipal Employees' Credit Union Limited
Ukrainian Credit Union Limited
Unigasco Community Credit Union Limited
United Communities Credit Union Limited
United Employees' Credit Union Limited
Utilities Employees' (Windsor) Credit Union Limited
Victory Community Credit Union Limited
Windsor Family Credit Union Limited
Your Credit Union Limited
Your Neighbourhood Credit Union Limited

Caisse populaire St-Jacques de Hanmer Inc.
Caisse Populaire St. Charles Limitée
Caisse populaire Sturgeon Falls Limitée
Caisse populaire Trillium Inc.
Caisse populaire Val Caron Limitée
Caisse populaire Vermillon
Caisse populaire Welland Limitée

FÉDÉRATIONS

L'Alliance de caisses populaires de l'Ontario Inc.
La Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc.

CAISSES POPULAIRES (33)

Caisse populaire Azilda Inc.
Caisse populaire Coniston Inc.
Caisse populaire d'Alban Limitée
Caisse populaire d'Alfred Limitée
Caisse populaire d'Orléans Inc.
Caisse populaire de Bonfield Limitée
Caisse populaire de Cochrane Limitée
Caisse populaire de Cornwall Inc.
Caisse populaire d'Earlton Limitee
Caisse populaire de Field Limitée (La)
Caisse populaire de Hawkesbury Limitée
Caisse populaire de Hearst Limitée
Caisse populaire de Kapuskasing Limitée
Caisse populaire de la Vallée
Caisse populaire de Mattawa Limitée
Caisse populaire de Mattice Limitée
Caisse populasire de New Liskeard Limitee
Caisse populaire de Noéville Limitée
Caisse populaire de North Bay Limitée
Caisse populaire de Timmins Limitée (La)
Caisse populaire de Verner Limitée
Caisse populaire des Voyageurs Inc.
Caisse populaire du Témiskaming Ontarien Limitée (La)
Caisse populaire Nouvel-Horizon Inc.
Caisse Populaire Pointe-aux-Roches-Técumseh Inc.
Caisse Populaire Rideau-Vision d'Ottawa Inc.